

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
SUPPRESSION DU TRAVAIL DE NUIT
DANS LA BOULANGERIE

PAR

M. BERNARD DE FRANCQUEVILLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 6 décembre 1920, à 2 heures.

Président : M. HITIER.

Suffragants : | M. JAY, professeur.
 | M. ALLIX, professeur.

PARIS

Librairie de Droit et de Jurisprudence

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
SUPPRESSION DU TRAVAIL DE NUIT
DANS LA BOULANGERIE

PAR

M. BERNARD DE FRANCQUEVILLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 6 décembre 1920, à 2 heures.

• *Président : M. HITIER.*

Suffragants : *M. JAY, professeur.*
 M. ALLIX, professeur.



PARIS

Librairie de Droit et de Jurisprudence

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

1920

La suppression du Travail de nuit dans la Boulangerie

INTRODUCTION

M. Bouteloup a publié, en 1909, un ouvrage remarquablement documenté sur « LE TRAVAIL DE NUIT DANS LA BOULANGERIE » (1). Il a exposé la question sous toutes ses faces, traitant le sujet non seulement en France, mais dans la plupart des pays étrangers et plus particulièrement dans le canton du Tessin et en Italie.

Nous nous garderons donc bien pour le fond même de la question, de revenir sur cette étude. Notamment nous n'aurons pas à rechercher, après M. Bouteloup, quelle est l'origine historique du travail de nuit dans la boulangerie française, que cette coutume remonte

(1) *Le Travail de nuit dans la Boulangerie*, par Maurice Bouteloup, docteur en droit. Librairie Larose, 1909.

à une époque antérieure aux Carolingiens (1) ou au début du XVIII^e siècle, (2) ou seulement au règne de Louis XVI (3) : ce sont là des problèmes d'histoire dont la solution est étrangère au but que nous nous proposons. En tout état de cause, il semble bien que cette coutume se soit établie par suite du jeu normal de la concurrence, les patrons, depuis longtemps, ayant une tendance à vendre leur pain frais à une heure plus matinale que leur voisin (4).

Nous rappellerons cependant que dans notre histoire contemporaine une mesure analogue à celle que nous étudions avait déjà été prise : le 20 avril 1871, la Commune de Paris interdisait par décret et en ces termes le travail de nuit dans la boulangerie :

« Art. 1. — Le travail de nuit est supprimé ». Pour l'application de ce décret, un arrêté était pris, le 28 avril 1871, édictant :

« Art. 1. — Le travail de nuit est interdit dans les boulangeries à partir du mercredi 3 mai.

» Art. 2. — Le travail ne pourra commencer avant 5 heures du matin. »

(1) Cf. *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*. Rousseau, 2 volumes (cité par M. Bouteloup).

(2) Cf. *Complainte* éditée en 1715, reproduite dans l'ouvrage de M. Bouteloup, p. 3-4.

(3) Lire l'appel des ouvriers boulangers parisiens en 1872 dans Barbare *Monographies professionnelles*, t. I, p. 452, cité par M. Bouteloup.

(4) Cf. Le rapport de M. Godart, député, à l'association pour la protection légale des travailleurs publié chez Alcan, 1910.

Le décret de la commune ne fut pas appliqué sérieusement. Au bout de 18 jours et dès la rentrée des troupes versaillaises dans la capitale, il était annulé.

Toutefois le décret laissa des traces et au début de 1872, les ouvriers boulangers parisiens publièrent dans les journaux de gauche un appel au public, dans lequel ils exposaient les rudes conditions de leur métier (1).

L'année 1909 fut marquée en France, au point de vue qui nous occupe, par un fait qui devait avoir une profonde répercussion. Le dépôt par M. Justin Godart, député du Rhône, d'une proposition de loi tendant à la suppression du travail de nuit dans la boulangerie. En voici le texte in-extenso (2) :

« Art. 1. — La fabrication du pain est interdite la nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

» Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain.

» Art. 2. — Les Conseils Municipaux, après avoir entendu les syndicats ouvriers et patronaux, ou, à défaut de syndicats, après avoir fait une enquête auprès des intéressés et après avis conforme de l'inspection

(1) Cf. Rapport à la Chambre des députés par J. Godart, *J. O.*, du 5 juin 1910, p. 217.

(2) M. Godart a expliqué que l'idée première de la réforme lui était venue quand il était adjoint au maire de Lyon et comme tel en contact avec les ouvriers boulangers de cette ville pour l'organisation du placement.

du travail, peuvent autoriser, par délibérations qui doivent être renouvelées tous les quinze jours le travail de nuit durant les fortes chaleurs.

» Art. 3. — Lorsque la qualité spéciale du pain l'exige, les Conseils Municipaux peuvent autoriser la préparation des levains à partir de 4 heures du matin. L'ouvrier chargé de ce travail ne peut y être astreint qu'une semaine sur deux alternativement.

» Art. 4. — En cas d'affluence extraordinaire telle que celle qui a lieu à l'occasion de foires, fêtes votives, etc., les Conseils Municipaux peuvent autoriser, après avis conforme de l'inspecteur du travail, le travail pendant la nuit qui précède chaque jour de fête.

» Art. 5. — Les établissements, quelle que soit leur importance et le nombre des ouvriers employés, dans lesquels se fabrique le pain, sont soumis aux lois du 9 septembre 1848 et du 2 Novembre 1892 modifiées l'une et l'autre par la loi du 30 Mars 1900 et à la loi du 12 Juin 1893.

» Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

Les arrêtés pris dans les cas prévus aux articles 2, 3 et 4 doivent être transmis par les maires dans le plus bref délai.

» Art. 6. — Les patrons qui ont, soit eux-mêmes, soit par l'emploi d'ouvriers, contrevenu aux dispositions de la présente loi ou des règlements rendus pour son exécution, sont poursuivis conformément aux articles 26, 27, 28 et 29 de la loi du 2 novembre 1892.

Les pénalités prévues par ces articles leur sont applicables.

» En cas de récidive, le contrevenant est en outre déchu pour cinq ans du droit d'éligibilité au Conseil des Prud'hommes, au Tribunal de commerce, à la Chambre de Commerce et au Conseil supérieur du Travail.

» Il ne peut durant le même laps de temps recevoir aucune distinction honorifique.

» Art. 7. — La présente loi n'entrera en vigueur que six mois après la date de sa promulgation.

» Dans les trois mois qui précéderont la mise en vigueur de la présente loi, le « Journal Officiel » la publiera le premier de chaque mois avec un avertissement rappelant la date de sa prochaine exécution. » (1)

M. Bouteloup, dont l'ouvrage alors était à la veille de paraître, reproduisant le texte de cette proposition ainsi que quelques commentaires particulièrement ironiques et nettement hostiles de la grande presse parisienne terminait son étude par un point d'interrogation empreint de scepticisme sur l'avenir de la réforme en France.

Il écrivait en effet :

« Quant aux pays où règne encore le travail de nuit comme en France, une semblable réforme a-t-elle des

(1) Proposition de loi présentée par MM. J. Godart, Emile Bender (Rhône), Louis Dumont (Drôme), Victor Fort, Colliard, députés. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre du 24 février 1909.

chances de succès? Le premier accueil fait par les journaux à la proposition de loi de M. Godart laisse prévoir de vives hostilités. A Paris surtout, la chose semble impossible à beaucoup, parce que le public est plus raffiné, plus exigeant qu'ailleurs : la déplorable organisation de l'industrie de la boulangerie dans la capitale n'est pas non plus pour faciliter les choses. Enfin, en un temps où l'on parle de solidarité il y a encore trop de gens qui n'en voient pas les applications pratiques. » (1)

Or, vers vers la même époque, commençait, en France notamment, une très ardente campagne qui devait se poursuivre avec une égale intensité jusqu'en 1911.

Nous allons tenter d'en retracer les principales étapes, en même temps que nous étudierons le rapport et la proposition de loi rédigés par M. Godart le 1^{er} mars 1910 au nom de la commission du Travail de la Chambre des Députés.

Puis nous examinerons les répercussions des restrictions du temps de guerre en notre matière ; les mesures provisoires qu'elles entraînèrent tant en France que dans divers Etats étrangers.

Dans une troisième partie, nous étudierons les mesures définitives qui suivirent dans plusieurs pays et plus spécialement la loi française du 28 mars 1919.

Enfin, comme conclusion, nous esquisserons un tableau de la situation dans la profession à la veille de l'entrée en application de la loi.

(1) M. Bouteloup, *op. cit.*, p. 259.

PREMIERE PARTIE

La Boulangerie française en 1909. — Le rapport et la proposition de loi Godart en 1910. — La campagne pour et contre le travail de nuit de 1909 à 1911.

A. — MORCELLEMENT DE L'INDUSTRIE -- DE LA BOULANGERIE FRANÇAISE --

La boulangerie française au moment où M. Godart déposait sa proposition de loi de 1909, présentait une caractéristique qu'elle a conservée depuis : son extrême fractionnement.

Les chiffres fournis à cet égard par M. A. Morel dans son « Histoire de la boulangerie en Europe » sont à reproduire ici car la situation ne s'est pas notablement modifiée depuis lors :

En 1908, Paris comptait 2,446 boulangeries dont 300 faisant en même temps la pâtisserie pour une population de 2,731,728 habitants, soit une boulangerie pour 1,290 habitants, assurant une production moyenne de 300 kilos de pain par boulangerie et par jour; la main d'œuvre moyenne employée était de deux ouvriers par maison (1).

(1) M. Bouteloup, *op. cit.*, p. 12.

Le recensement de 1911 publié par le bureau de la Statistique de la préfecture de la Seine donnait :

A Paris	2,888,110 habitants
A St-Denis (36 communes)	746,763 habitants
A Sceaux (42 communes)	519,169 habitants
Total	4,154,042 habitants

En 1911, le nombre de boulangeries dans le département de la Seine était de 3,050.

La moyenne de 1911 était donc de une boulangerie pour 1,362 habitants, proportion très voisine de celle de 1908.

La production moyenne de 1911 par boulangerie et par jour était de 335 kilos de farine; elle différait peu de la production moyenne de 1908.

Pendant la guerre, la population du département de la Seine augmenta notablement du fait des réfugiés des régions envahies et des ouvriers des deux sexes attirés par les usines travaillant pour la défense nationale; en même temps le nombre des boulangeries tombait de 3,050 à 2,800 du fait de la mobilisation d'un certain nombre de patrons et d'ouvriers boulangers.

Depuis l'armistice, malgré la présence dans le département d'un nombre encore assez considérable de réfugiés et les pertes subies pendant la guerre par le personnel, le double phénomène signalé plus haut a été en s'atténuant; on peut donc s'en rapporter assez exactement aujourd'hui aux chiffres de 1908 (1).

(1) Cf. *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris*, 1917, n° 51-52, p. 1398, note de M. Sauvage.

La France entière en 1901 comptait 44,000 boulangeries employant 189,400 personnes, y compris les patrons, pour une population totale de 38 millions d'habitants, soit une boulangerie pour 874 habitants. Malgré certaines fluctuations cette moyenne peut être considérée comme approximativement exacte aujourd'hui encore.

*
* * *

Il en résulte que l'industrie de la boulangerie en France, exception faite de certaines villes industrielles de la région du Nord comme Roubaix et par contraste avec sa situation en Belgique et en Ecosse, est une industrie extrêmement morcelée et travaillant pour une clientèle de quartier.

Cette situation présente d'ailleurs un immense avantage au point de vue social, l'ouvrier travaillant aux côtés de son patron et sur un certain pied d'égalité avec lui, ayant l'espoir de pouvoir un jour prochain lui succéder ou s'établir à son propre compte dans le voisinage est disposé à voir en lui plutôt un camarade de travail qu'un ennemi de sa classe.

La rapide et facile accession au patronat est un heureux stimulant pour le travail et l'épargne de l'ouvrier.

Toute réforme qui aurait pour effet de transformer la petite industrie de la boulangerie en moyenne ou grande industrie, serait néfaste à ce point de vue.

Nous verrons qu'il ne semble pas que la suppression du travail de nuit soit de nature à entraîner une sem-

blable conséquence, (1). Il en irait différemment d'une disposition qui contraindrait les patrons boulangers à établir un roulement entre équipés de jour et équipes de nuit (2).

B. — PROCÉDES DE FABRICATION ET HYGIÈNE

A un point de vue différent, il a été souvent reproché à l'industrie de la boulangerie d'avoir conservé des procédés de fabrication arriérés et des installations défectueuses.

*
* * *

Une distinction ici s'impose.

Jusqu'en 1909, le pétrissage se faisait dans presque toutes les boulangeries françaises, à la main, système fâcheux pour la santé de l'ouvrier (3), pour l'hygiène

(1) *Infra* p. 41 la déclaration de M. Brosson.

(2) Ajoutons que l'usage du crédit obtenu par la clientèle ouvrière dans les petites boulangeries ne se retrouve pas dans les boulangeries industrielles pour qui la clientèle est plus ou moins anonyme.

(3) Cf. Article *Les Geindres*, par M. Descaves dans *Le Journal* du 22 mai 1908. Cf. le tableau du travail de nuit du boulanger par Huysmans, cité par M. G. Renard à la *Semaine sociale* de Saint-Etienne en 1911:

« Il (l'ouvrier boulanger) rasait les murs, preste et le regard sournois. Soudain il fit halte devant une maison, poussa une petite porte, tomba dans un trou noir... puis il reparut dans une cave qui s'alluma au ras du trottoir.

» Je vis alors au travers des grillages qui faisaient ventre, et dont mainte maille détraquée tordait ses fils en révolte, un carreau poudré de blanc, une pelle, un pétrin, sur lequel s'agitaient, hurlant et blêmes, sans chemise et sans veste, deux hommes se ruant sur un morceau de pâte qui claquait sourdement alors qu'elle retombait sur le bois de l'auge.

» Ils grondaient, geignaient, criaient des mots inarticulés, poussaient

du consommateur et pour la rapidité de la fabrication.

Mais depuis lors, l'usage du pétrin mécanique a pris dans toute la France un développement considérable. A la suite d'expositions d'appareils nouveaux, pratiques et économiques, les boulangers transformèrent peu à peu leur outillage.

Voici, pour le seul département de la Seine qui était encore en 1909 particulièrement arriéré à ce point de vue, une statistique probante.

Il s'agit des boulangers adhérents au syndicat de garantie de la boulangerie de Paris et du département de la Seine.

des gémissements à fendre l'âme, battaient à grands coups la purée flasque,

» Han! han! han! Clac! Paf! H...an! et comme une couleuvre dont les anneaux roulent, le mastic se tordait sous leurs poings.

Les corps ruisselaient; les boules des biceps dansaient dans les bras; de grosses gouttes de sueur perlaient au front et buvaient la farine amassée aux tempes.

» Ils tapaient dans le tas comme des furieux. Puis après un dernier cri qu'ils arrachèrent des entrailles, les bras cessèrent leurs moulinets, les hommes se frottèrent les doigts au-dessus du pétrin et saisissent les litres, ils burent à outrance, la tête renversée, la pomme d'Adam sautant, affolée dans la peau du cou.

» Les bouteilles étaient vides. Les hommes reprirent leur besogne acharnée dans le fournil; l'un d'eux modela la pâte et l'autre l'enfourna dans un vaisseau de briques dont la gueule grande ouverte rougeoyait comme un incendie avec son bûcher de boudeaux en flamme.

» O pierrots harrassés, geindres! suiez, rognonnez et soufflez! Commencez vos chants de guerre et vos danses de cannibales autour du pétrin qui crie!

Bâfrez, hurlez comme des loups et buvez comme des sables; vous partagerez avec le Dieu des pauvres l'élan des oraisons; donnez-nous notre pain quotidien, ô blancs lutteurs!

Années	Nombre d'adhérents	Nombre de pétrins mécaniques
1907	1,012	27
1908	1,078	60
1909	1,115	65
1910	1,158	102
1911	1,175	160
1912	1,137	243
1913	1,182	388
1914	1,171	597
1915	1,154	640
1916	1,163	680
1917	1,180	799
1918	1,172	910
1919	1,208	1,081 (1)

Quant aux installations défectueuses, elles sont encore, d'une manière générale, ce qu'elles étaient en 1909 : des locaux en sous-sol, mal aérés, de dimensions insuffisantes, d'une propreté trop souvent douteuse (2).

Cette insuffisance de locaux ne pourra certes recevoir d'amélioration sensible avant quelques années, au moins à Paris et dans les grandes villes en raison de la crise qui sévit actuellement dans les logements, crise dont il est difficile de prévoir une solution pro-

(1) Cf. *Archives du Syndicat de garantie de la Boulangerie*, 49, rue Berger, Paris.

(2) Cf. BOUTELOUP, *op. cit.*, p. 25 et suivantes. Cf. Rapport Godart à la Chambre des Députés, *passim*.

chainé puisque nos ressources en constructions nouvelles vont être absorbées pendant de nombreuses années par nos régions dévastées.

On ne saurait par ailleurs trop répéter que le travail de nuit est contraire aux conditions normales de l'existence, qu'il est condamné par les lois les plus élémentaires de l'hygiène, de la morale et de la nature.

* * *

Toutefois il est bon de se garder de certaines exagérations.

Les principales maladies observées dans la profession sont les maladies de la respiration et les maladies de la circulation (1).

Il a été publié des statistiques et des enquêtes qui se contredisent au sujet du plus redoutable des fléaux observés dans la profession : la tuberculose (2).

Certains ont affirmé que 70 pour cent des ouvriers boulangers étaient atteints par la tuberculose (3) : ce chiffre ne repose sur aucune stastistique sérieuse.

Deux médecins étrangers ont particulièrement étudié la question :

Le docteur Zadek de Vienne affirme que plus de la moitié des cas de mort relevés par lui dans la pro-

(1) A propos des troubles de la circulation, on a fait remarquer la pâleur caractéristique des ouvriers boulangers; l'argument est contestable : cette pâleur n'a-t-elle pas le plus souvent une cause toute externe et inoffensive?

(2) Cf. BOUTELOUP, *op. cit.*, p. 44.

(3) Déclaration de M. J. Barral au Congrès International de la Tuberculose de Paris en 1905.

fession de la boulangerie sont dus à la tuberculose et plus des deux tiers aux maladies des voies respiratoires.

Le docteur Opstein de Munich a pu diagnostiquer des maladies pulmonaires, en moyenne chez un boulanger sur trois pour 98 ouvriers examinés qui étaient en apparence bien portants (1).

Une enquête du journal : « La Démocratie du Sud-Est », en 1909, a conduit aux mêmes constatations : ...Le docteur Courmont dans une interview a déclaré qu'un bon quart des boulangers étaient tuberculeux graves (2).

Le docteur Letulle de l'Académie de Médecine, dans une réunion publique a déclaré que le surmenage faisait de l'ouvrier boulanger un candidat à la tuberculose (3).

M. Bertillon a soutenu que la mortalité chez les boulangers parisiens dépassait sensiblement la mortalité de l'ensemble de la population (4).

En revanche, un savant non moins éminent, le docteur Laveran, membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine, écrivait dans son rapport au Conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine, le 10 décembre

(1) Cité par M. A. Savoie dans sa brochure *Le Travail de nuit dans la Boulangerie*, édition de la vie ouvrière, 96, quai Jemmapes, Paris, p. 14-15.

(2) Cf. *La Démocratie du Sud-Est*, 7 novembre 1919.

(3) Rapport Godart déjà cité, *J. O.*, p. 216.

(4) Rapport de M. Herriot au Sénat, n° 237. Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juin 1918.

1909, que la phthisie atteignait seulement dans la boulangerie la moyenne de 5.4 pour cent, par rapport aux autres maladies et qu'une statistique en Suisse avait révélé que la mortalité par phthisie n'était que de 5.08 pour mille individus, c'est-à-dire inférieure à la proportion relevée chez les imprimeurs, les horlogers et les tonneliers (1)!

Ces contradictions montrent une fois de plus que les statistiques qui ne portent pas sur un nombre considérable de cas observés et sur une région étendue n'ont qu'une valeur démonstrative médiocre.

On a déclaré que les tables de mortalité ne peuvent renseigner exactement sur les ravages qu'exerce ce dur métier parce qu'on « ne meurt pas boulanger » (2), on quitte le métier au bout de quelques années quand on se sent épuisé. Or, s'il est vrai qu'on reste peu de temps ouvrier boulanger, le fait peut avoir une autre cause qui a son importance, c'est que l'ouvrier boulanger devient vite patron et cesse comme tel de figurer sur les statistiques ouvrières.

C. — CONDITIONS D'EXISTENCE -- DE L'OUVRIER BOULANGER --

Toutefois, il ne semble pas contestable que le travail de nuit soit contraire en principe aux lois de

(1) Cité par M. Mience dans sa conférence à la Fédération des industriels et commerçants français du 11 novembre 1911.

(2) M. A. SAVOIE, *op. cit.*, p. 14.

l'hygiène, de la morale et de la vie normale. La nature exige que la nuit soit consacrée au repos, jamais le sommeil du jour n'a été aussi réparateur que le sommeil de la nuit : c'est une question de bon sens et la constatation peut en être faite par chacun de nous à l'occasion.

La morale, la vie familiale et intellectuelle ne trouvent pas davantage leur compte à cette inversion des règles de l'existence normale. L'ouvrier qui se rend au fournil le soir, qui flâne une partie de l'après-midi après avoir dormi d'un sommeil abrutissant les quelques heures qui ont suivi son retour au fournil est tout prêt à écouter les appels de la débauche et de l'alcool. Campagnard généralement vigoureux venu dans la grande ville en pleine jeunesse, il risque trop souvent de perdre sa belle santé physique et morale dans l'exercice d'une profession qui ne respecte pas les conditions normales de l'existence.

* * *

Toutefois, là encore, certains interventionnistes trop zélés ont risqué une affirmation qui ne semble pas être exacte ; ils ont déclaré que comme nouvelle conséquence fâcheuse de travail de nuit, l'ouvrier boulanger en général reste célibataire. Or, une statistique récente du syndicat de garantie de la boulangerie ne vient nullement confirmer cette assertion. Les chiffres portent sur un total de 671 ouvriers examinés par le syndicat. En éliminant les ouvriers âgés de 15 à

20 ans, le pourcentage des ouvriers mariés atteint 76.6 pour cent, dont 33.5 pour cent sont âgés de plus de 45 ans et 43.1 ont moins de 45 ans (1).

D. — LEGISLATIONS ETRANGERES ANTERIEURES A 1909

A l'époque où nous nous plaçons, en 1909, quatre pays étrangers avaient interdit par la voie législative le travail de nuit dans la boulangerie :

La Norvège par les lois de 1885 et de 1906;

Le canton de Tessin par les lois de 1906 et 1908;

L'Italie par la loi de 1908;

La Finlande par la loi de 1908.

D'autres pays avaient réglementé l'hygiène et la durée du travail : l'Allemagne, le Grand Duché de Bâde, le Danemark, la Grande Bretagne, le Canada, les Etats de Missouri, de New-york, de Pensylvanie (2).

E. — RAPPORT ET PROPOSITION DE LOI GODART

En France, la commission du Travail de la Chambre

(1) Cf. le rapport de M. Sauvage à la Chambre de commerce de Paris du 4 janvier 1919. Il est à remarquer que les statistiques concernant les ouvriers boulangers, à Paris notamment, sont devenues plus aisées à établir depuis l'époque remontant à une quinzaine d'années où les bureaux de placement ont été supprimés, ces derniers contribuaient pour une large part à rendre la profession instable, l'appât d'une prime d'embauchage les incitant à multiplier les changements de place. La profession d'ouvrier boulanger tend depuis lors à se stabiliser de plus en plus.

(2) Cf. BOUTELOUP, *op. cit.*, *passim*.

des députés chargea M. Godart, auteur de la proposition de loi précitée, de rédiger le rapport.

Ce rapport fut distribué à la date du 1^{er} mars 1910 (1).

Il constitue un très important document que nous avons déjà cité et auquel nous aurons fréquemment à nous reporter.

A la suite paraissait une proposition de loi qui différait quelque peu de la proposition initiale du même député; en effet, au lieu de s'adresser exclusivement à la boulangerie, elle s'appliquait également à la pâtisserie; elle supprimait les dérogations prévues en 1909 pour les cas des fortes chaleurs et des veilles de fêtes, pour la préparation des levains.

En voici le texte complet :

Art. 1. — La fabrication du pain et de la pâtisserie est interdite la nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

Art. 2. — Les établissements quels que soient leur importance et le nombre des ouvriers employés dans lesquels se fabriquent le pain et la pâtisserie, sont soumis aux lois du 9 septembre 1848 et du 2 novembre 1892, modifiées l'une et l'autre par la loi du 30 mars 1900 et à la loi du 12 juin 1893.

(1) Cf. J. O., du 5 juin 1910.

Les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

Art. 3 et 4. (Identiques aux articles 6 et 7 de la proposition de 1909).

Le dépôt du rapport de M. Godart arrivait à son heure, il coïncidait avec une très ardente campagne menée dans tout le pays par les partisans de la réforme depuis l'année 1908 et à laquelle une non moins vive résistance était opposée par ses adversaires.

Il est ici nécessaire de rappeler les principales manifestations auxquelles cette campagne donna lieu.

F. — LA CAMPAGNE DE 1909 à 1911

1. — Syndicats ouvriers

Dès 1900, à Paris, le congrès des syndicats ouvriers boulangers s'était préoccupé de la question du travail de nuit et avait formulé un vœu en faveur de sa suppression (1). Le Congrès ouvrier de Narbonne (15-17 avril 1909) reprit spécialement le sujet et renouvela le vœu.

Dans cette même année 1909, les organisations ou-

(1) En 1902, le Congrès international des Corporations de l'alimentation à Paris; en 1905, le 38^e congrès des syndicats anglais à Hanley; en 1906, le premier congrès national de la boulangerie et des industries qui s'y rattachent à Milan; en 1907, le premier Congrès international des ouvriers boulangers et pâtisseries à Stuttgart; la même année le Congrès des Trades-Union de Grande-Bretagne et d'Irlande à Bath, tous avaient réclamé la suppression du travail de nuit.

vières multiplièrent leurs manifestations dans ce sens à Amiens, Bordeaux, Carcassone, Chartres, Limoges, Lyon.

Des enquêtes en même temps furent entreprises par ces organisations à Marseille, Montpellier, Nantes, Narbonne, Nîmes.

Un manifeste écrit dans un style aux accents vibrants et rempli d'images à effet fut rédigé par la Fédération Nationale des travailleurs de l'alimentation qui est une branche de la Confédération générale du Travail; en voici un extrait :

« ...En présence de cette forme d'emploi contre laquelle ont réagi les pays cités ci-dessus (Finlande, Italie, Norvège, Tessin); en présence de la réprobation générale qu'elle soulève, les ouvriers boulangers ne doivent plus tolérer d'être les oiseaux de nuit, les hiboux, les chats-huants de la société actuelle.

» Ouvrier boulanger, quand le soir, encore à moitié endormi tu te rends, en rasant les murs, comme un criminel dans les catacombes dénommées fournils et que tu rencontres les couples enlacés qui reviennent de la campagne et dont la physionomie reflète la joie de vivre ou tes voisins d'étage ou de palier qui viennent de promener leurs enfants n'as-tu pas un mouvement de rancœur ? Ne constates-tu pas par ta situation d'esclave ? N'as-tu pas à certains moments le dégoût du travail ?

» Si ! et pourtant tu es toujours l'homme de la nuit, non seulement du corps, mais également du cerveau,

ce qui permet que tu sois taillable et corvéable à merci.

» Le soleil n'existe pas pour les ouvriers boulangers, car le matin, quand tu arrives, camarade mitron, harassé, de mauvaise humeur, le cerveau obscursi, ayant perdu le raisonnement d'homme, souvent tu bouscules ta compagne de misère et même tes pauvres petits enfants qui, avec l'innocence caressante de leur âge, viennent quémander une caresse de leur père!...

» ...Et puis, loque humaine n'ayant pas le temps de lire pour te rendre compte des faits sociaux, tu tombes sur ton lit, matière inerte et le silence est imposé à tes petits enfants, car en se livrant à leurs jeux de leur âge, ils pourraient réveiller la bête humaine qui dort.

» Esclavage du père, esclavage de la mère, esclavage des enfants, voilà l'aboutissement du travail de nuit. Cela ne peut et ne doit pas durer.

» Mitrons qui des quatre coins de la France lisez ces lignes, l'heure est venue d'entrer en lutte pour secouer ce vestige d'esclavage, pour conquérir notre droit à la vie normale et à plus de liberté! (1) »

Un appel fut adressé par la section des ouvriers boulangers israélites à la population de Paris.

Une pétition recueillit les signatures des ouvriers de 52 villes de France.

Un vœu du syndicat des ouvriers de Bordeaux recueillit les signatures de tous les ouvriers des divers corps de métier de la région.

(1) Cité par M. Godart dans son rapport; *J. O.*, du 5 juin 1910, p. 230.

Une revue ayant une clientèle mixte, mais en majeure partie patronale « La Revue Générale de la Boulangerie Française », approuva la campagne (1).

Un important congrès ouvrier italien, tenu à Milan en 1910, participa à la campagne en réclamant énergiquement le maintien de la loi prohibitive de 1908.

A la Bourse du travail de Nîmes, le 3 décembre 1909, un meeting fut organisé par la Ligue d'Education coopérative, les partis les plus divers y étaient représentés : ouvriers libertaires, catholiques sociaux, Ligue des pères et mères de famille nombreuse : la réforme fut réclamée par tous.

M. Savoie, secrétaire de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Alimentation, publia en 1910 l'intéressante brochure de propagande que nous avons eu déjà l'occasion de citer plus haut (2).

Le journal « L'Eveil démocratique » publia un article de M. Godart dont le titre « Les Mineurs blancs » eut un grand retentissement (3).

En résumé, la corporation des ouvriers boulangers bien que mal organisée et peu syndiquée, multiplia ses appels à l'opinion publique et au Parlement au moyen de meetings, d'enquêtes, de tracts, d'articles de journaux répandus dans toute la France de 1908 à 1911.

(1) Cf. *Revue Générale de la boulangerie française*, 76, avenue du Maine, 1911.

(2) Cf. *Le Travail de nuit dans la boulangerie française*, édition de la vie ouvrière, 96, quai Jemmapes, Paris.

(3) N° du 23 mai 1909.

II. Personnalités et groupements catholiques

Il apparut clairement qu'une réforme heurtant aussi directement le goût et les habitudes de tous n'était viable qu'à condition de rallier tous les suffrages de l'opinion publique. Cette idée prit naissance, semble-t-il, dans les milieux catholiques et dans le monde religieux de la capitale avant même d'atteindre la classe ouvrière.

Ce fut une œuvre parisienne de jeunes gens : le « Cercle des Marmitons » qui ouvrit le feu (1).

Frappés des misères entraînés par la dure condition d'existence faite à ces enfants, obligés de parcourir les rues de Paris à toute heure, travaillant les dimanches et les jours de fête plus encore que dans la semaine, multipliant leurs courses les veilles et matinées de Noël, du jour de l'an et de Pâques, médiocrement nourris, mal logés, peu payés, un groupe de jeunes gens, appartenant pour la plupart, à l'association catholique de la jeunesse française (2), entreprirent une courte et brillante campagne en faveur des petits pâtisseries, notamment pour la conquête de leur repos dominical qui obtint le plus vif succès. Les curés de Paris, l'archevêque lui-même, les œuvres paroissiales, les conférences de Saint-Vincent de Paul engagèrent

(1) Cf. J. LAURENCIE, le *Cercle des Marmitons*, revue *l'Enfant*, 20 mars, 1905 et G. MÉNY, *Nos petits Marmitons*, brochure de l'action populaire, n° 71.

(2) Cf. *l'Action sociale de l'A. C. J. F.* en vente, 14, rue d'Assas, Paris, passim.

le public et commencèrent par s'engager eux-mêmes à ne plus accepter de livraison le dimanche. Il n'était pas encore question de pain rassis, mais déjà la perspective de la brioche rassise était courageusement acceptée.

Partant de ce premier succès, l'A. C. J. F. élargit le cadre de sa campagne : il ne s'agissait plus d'une branche très particulière, ni d'un groupe local de la profession, mais de la boulangerie-pâtisserie dans son ensemble.

Dès lors, le problème changeait d'aspect. Le portage n'était qu'une question secondaire ; le travail de nuit du boulanger devenait le point essentiel.

L'A. C. J. F., dûment renseignée et bien documentée auprès des professionnels, partit en campagne, prêchant une véritable croisade en faveur de la suppression du travail de nuit et s'efforçant d'endoctriner le public en lui démontrant que le pain pouvait être fabriqué le jour, sans cesser d'être mangeable à tous les repas : 107 groupes de l'A. C. J. F. participèrent à la campagne à Paris et en Province (1).

Une brochure tout à fait remarquable fut éditée par l'A. C. J. F. de Roubaix (2). On y apprenait qu'à Douai en 1908 le travail dans la boulangerie ne commençait qu'à 3 heures du matin, qu'il était de même dans beaucoup de boulangeries à Roubaix et aux envi-

(1) Cf. *l'Action sociale de l'A. C. J. F.*, *op cit.*, pages 100 et 101.

(2) *La suppression du travail de nuit dans la boulangerie*, publiée par l'effort de Roubaix, 38bis, rue du Vieil Abreuvoir,

rons, que plusieurs coopératives avaient aboli le travail de nuit sans inconvénient pour leur nombreuse clientèle.

Pour régler la question du portage, une coopérative de Roubaix, disait la brochure, effectuait le portage du pain en ville deux fois par jour : le matin pour le pain cuit dans l'après-midi de la veille, l'après-midi pour le pain cuit le matin même.

Elle recommandait un procédé de conservation du pain très simple, il consistait à tenir le pain enveloppé d'un linge sec dans un local frais puis à le réchauffer au four quelques minutes avant de le consommer.

Enfin, elle réfutait une à une les principales objections opposées par les patrons à la réforme.

Le 21 décembre 1909, l'A. C. J. F. et la Ligue patriotique des Françaises organisaient à Paris dans la salle de l'hôtel des sociétés savantes un grand meeting qui groupait plusieurs milliers d'auditeurs. L'archevêque de Paris présidait, ayant à ses côtés des notabilités catholiques comme MM. de Lamarzelle et de Las Cases, sénateurs, de Mun, de Gailhard, Bancel, et Paul Lerolle, députés; Denais, Mithouard, César Caire, Duval-Arnould, Alpy, conseillers municipaux de Paris; Mgr Baudrillard, recteur de l'Institut catholique de Paris; M. Raoul Jay, professeur à la Faculté de droit de Paris, la vicomtesse de Vélard; MM. Georges Goyau, Henri Lorain, le Dr Michaux, Henri Bazire, Pierre Gerlier, président général de l'A. C. J. F.; Jean Lerolle, J. Zamanski, G. Lacoïn, G. Piot,

- Un ordre du jour favorable à l'abolition du travail de nuit fut voté par acclamations (1).

Peu de temps auparavant, le 20 novembre 1909, l'archevêque de Paris avait adressé aux fidèles de son diocèse, une lettre d'une haute éloquence qui eut un grand retentissement en faveur du repos du dimanche et de la suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers :

« Leur situation morale (des ouvriers boulangers) n'est pas moins triste que leur condition physique écrivait Mgr. Amette, pour eux pas de vie de famille; s'ils ont des enfants, ils ne peuvent guère les voir que quelques minutes le matin, presque jamais le soir; pas de vie sociale puisqu'ils dorment quand les autres veillent; et quant à leur vie religieuse comment pourraient-ils l'entretenir, obligés qu'ils sont de se livrer au sommeil aux heures où se font les exercices du culte divin?

Or, ils sont à Paris près de 10,000 qui mènent cette existence contre nature et qui revendiquent la liberté de « vivre comme tout le monde, en plein jour ». J'ai entendu leurs plaintes sur les lèvres d'un père de famille, condamné depuis vingt ans à cette sorte de

(1) L'Assemblée... profondément émue de la condition déplorable des ouvriers boulangers, considérant que le travail de nuit auquel ils sont astreints use rapidement leur santé, les prive de toute vie familiale, sociale et religieuse, qu'il est manifestement contraire aux droits essentiels de la personne humaine, considérant qu'on ne peut invoquer pour le défendre aucune nécessité absolue d'ordre industriel ou économique émet le vœu que les mesures nécessaires soient prises pour arriver au plus tôt à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries.

travaux forcés, j'en ai été ému jusqu'au fond de l'âme et j'ai résolu de m'en faire l'écho auprès de mes diocésains.

Y a-t-il donc là un mal inévitable, une de ces nécessités sociales qu'il faut subir tout en les déplorant? Les hommes compétents ne le pensent pas; après étude du problème, ils déclarent qu'on peut au prix de quelques sacrifices, faire cesser cette douloureuse servitude.

Les patrons qui en souffrent eux-mêmes sont disposés à y consentir pourvu qu'on les y aide. De bons juges estiment nécessaire l'intervention de la loi; mais les lois sont impuissantes sans les mœurs et voilà pourquoi il importe de préparer les esprits à la suppression de ce criant abus. Déjà de généreux chrétiens ont publié à cet effet des articles éloquentes; diverses ligues ou associations catholiques et sociales ont commencé ou se proposent de prendre cette cause en main.

« Je demande à tous les fidèles de mon grand diocèse de s'associer à ce mouvement et je vous prie, messieurs, vous qui formez l'élite agissante de nos paroisses, de vouloir bien le seconder : disciples de Celui qui a laissé jaillir de son cœur le « *misereor super turbam* — j'ai pitié de la foule », il nous appartient d'être au remier rang parmi ceux qui compatissent aux souffrances du peuple, et qui, ne pouvant les supprimer toutes, cherchent du moins à en diminuer le nombre et la vigueur. S'il faut pour permettre à nos ouvriers boulangers de mener une existence normale

imposer quelques gênes aux habitudes et quelques modifications à la sensualité, des chrétiens pourraient-ils s'y refuser?

» Montrons nous prêts à faire généreusement ces sacrifices et puissions-nous ainsi hâter une réforme que réclament ensemble l'humanité et la religion!» (1)

Le cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux, écrivait une lettre analogue et un vaste meeting de propagande était organisé dans la salle de l'Athénée de Bordeaux, le 12 février 1910, par le comité régional de l'A. C. J. F. avec le concours de M. Louis Galtier, de M. Pierre Gerlier et de M^{me} Villemain de la Ligue patriotique des Françaises.

Des meetings se succédaient à la Villette le 12 décembre 1909, au Chantier le 15 décembre, dans le XVII^{me} arrondissement le 20 décembre.

Le comité régional de l'A. C. J. F. écrivait aux patrons boulangers de Bordeaux une lettre pressante pour les engager à traiter la question directement à l'amiable avec leurs ouvriers. Des réunions avaient lieu à Narbonne, Perpignan, Cahors, Aurillac, Toulouse. Dans cette dernière ville, une boulangerie coopérative était créée pour la propagande, la Coopérative Toulousaine, supprimant le travail de nuit et du dimanche et employant le pétrin mécanique.

(1) Nous signalons également la lettre nettement favorable à la réforme adressée le 23 novembre 1909 par l'archevêque de Paris à M. Savoie, organisateur d'un meeting d'ouvriers boulangers qui l'avait courtoisement invité à y assister. Vide infra.

* * *

A ce mouvement d'une si haute portée sociale, un homme comme M. de Mun ne pouvait rester étranger; bien mieux, il s'en fit le promoteur, le guide et jusqu'au bout le chef incontesté. Collaborateur du journal « L'Echo de Paris » qui avait commencé par accueillir ironiquement les idées de M. Godart en 1909, il retourna l'opinion des lecteurs en écrivant trois grands articles tout vibrants de sa généreuse éloquence (1).

Il s'efforçait surtout de frapper l'esprit de la masse du public :

« Quand le matin, écrivait-il, vous prenez près de la fenêtre ouverte, à la fraîcheur, votre chocolat ou votre café au lait avec un petit pain doré mollet et croustillant, pensez-vous quelquefois à la souffrance qui vous permet cette honnête sensualité? Je voudrais aujourd'hui m'asseoir près de vous et vous en dire deux mots.

» N'allez pas, au moins, me croire assez sot pour gâter par quelques ridicules austérités votre plaisir matinal. Je tiens seulement que c'est pour le cœur et pour la réflexion un salutaire exercice de regarder quelquefois l'envers du luxe.

» Ah! ce petit pain mollet et croustillant! il m'en a valu des lettres et des visites! toutes d'ailleurs les

(1) Cf. *L'Echo de Paris*, des 15 juin, 9 juillet et 23 août 1909.

plus intéressantes du monde, les plus instructives, et, il faut bien que je l'avoue, les plus embarrassantes.

» Dès qu'on touche à l'une de ces questions au fond desquelles s'agite la vie des travailleurs, on sent palpiter la réalité, et c'est pourquoi elles sont autrement passionnantes que les factices émotions de la politique.

» Donc j'ai reçu beaucoup de lettres. Il y a d'abord celles des consommateurs à qui le sacrifice du petit pain paraît cruel et qui ne me l'envoient pas dire : « de quoi vous mêlez-vous?... et vous, est-ce que vous vous en privez ? » Plusieurs proposent des accommodements : un de mes lecteurs m'écrit « Mais dites-leur donc de manger des biscottes, c'est rassis et c'est bien meilleur dans le chocolat que le petit pain mollet ! »

» Un autre qui m'a infiniment touché par la simple générosité de son accent, m'encourage de son mieux ; c'est un petit employé bien modeste et qui vit en famille : il dit : « Mais il n'y a rien de plus simple ! le pain du soir se conserve très bien enveloppé dans une serviette ; le lendemain, il est encore tendre. » Nous prenons ce moyen chez nous, qu'on en fasse autant partout et nos braves boulangers pourront dormir la nuit. »

» Tout de même ce n'est pas si simple. Evidemment la bonne volonté de la clientèle y peut quelque chose. Mais où a-t-on vu, où verra-t-on jamais une population tout entière qui accepte en masse par esprit de

sacrifice et par amour du prochain, de s'imposer une privation ?

» C'est une des raisons qui, pour cette réforme-là comme pour toutes les autres, rendent l'intervention de la loi nécessaire. Les clients ne changeront leurs habitudes que s'ils y sont forcés, de même que les patrons ne modifieront leur méthode que s'ils y sont contrains. Ecoutez ceux mêmes qui sont partisans de la suppression du travail de nuit. Ils vous diront tous : « Oui, mais à la condition qu'il y ait une loi qui « oblige tout le monde et qui ne laisse pas par exem- « ple à un petit patron la liberté de travailler la nuit « tout seul ou bien avec l'aide d'un ouvrier qu'il loge- « ra chez lui. »

Il n'y a pas de réforme sans législation. Vous me direz que c'est de l'inquisition, du socialisme d'Etat ; à ce compte toutes les lois, tous les règlements d'hygiène en sont aussi. Croyez-vous que la salubrité des maisons s'obtiendrait toute seule par la simple persuasion et la pure bonne volonté des propriétaires ? Allez donc voir dans les quartiers populaires celles qui ont été bâties avant l'intervention de la loi. »

* * *

De son côté, le Sillon de M. Marc Sagnier ne restait pas inactif. Son journal « La Démocratie » multipliait les articles et les tracts. Bien plus, il fondait en plein Paris une boulangerie modèle qui devait servir de démonstration à la réforme, la boulangerie « Le

Pain du Jour », où le travail de nuit et du dimanche était supprimé, le pétrin mécanique exclusivement employé et un fournil spacieux, bien aéré, parfaitement propre, mis à la disposition du personnel ouvrier. La clientèle du quartier de la rue Las Cases répondit très favorablement à cet appel et le magasin resta ouvert jusqu'à la mobilisation (1). Cette boulangerie était d'ailleurs organisée en coopérative, les actions étaient de 25 francs; elles ne portaient pas d'intérêt; d'après les statuts, 50 pour cent des bénéfices étaient consacrés à la propagande.

En 1911, un groupe important d'œuvres catholiques

(1) « On n'a pas voulu, écrivait M. Gémähling, que la boutique pimpante et claire dissimulât un caveau sombre qui se refermerait chaque soir sur le pauvre mitron. C'est dans un rez-de-chaussée spacieux, largement aéré que travaillent les ouvriers du « pain du jour ».

» Les cuves luisantes du pétrin mécanique y remplacent le pétrin à bras. Les lourds sacs de farine ne pèsent plus sur les épaules de l'aide, mais élevés par un treuil, ils sont vidés mécaniquement dans la bluterie où s'opère automatiquement le mélange de la farine. Celle-ci transportée par une chaîne à godets au-dessus du pétrin y tombe directement sans aucune manipulation ainsi que l'eau chaude et froide qu'un réservoir préserve de tout contact et de toute souillure. Il n'est plus jusqu'au four qui ne refuse de propreté et qui ne jette par ses briques vernissées blanches et bleues une note de gaieté...

» Le travail commence entre 4 et 5 heures et aucune fabrication n'est faite le dimanche.

» Et pourtant que les clients du « Pain du Jour » sachent bien qu'à aucun jour de la semaine ils ne seront au régime du pain rassis. Dès 9 heures du matin, on est en mesure de leur livrer un pain qui, le soir encore est plus frais que celui qu'un travail de nuit leur fournit à 8 heures du matin, et qui a déjà le plus souvent douze heures d'existence. Quant à ceux qui voudront bien laisser à la boulangerie le choix de l'heure de la livraison, ils seront servis dans l'après midi... » (Cf. *Une expérience sociale, Le Pain du jour*, par M. P. Gémähling, avocat à la cour d'appel, p. 11 à 13).

lançait un tract de propagande renfermant des bulletins d'adhésion à la campagne abolitionniste. Dans le même ordre d'idée, les « Militants du devoir chrétien du XVII^e arrondissement de Paris » entreprenaient la publication de listes blanches contenant les noms des patrons favorables à la réforme.

La presse catholique, « La Croix », le « Peuple français », le « Patriote des Pyrénées » multipliaient articles et enquêtes.

Les « Semaines sociales » traitèrent le problème (1).

III. — Associations et publications diverses

Il serait injuste d'omettre d'autres groupements de nuance catholique ou non, mais avant tout à tendance sociale qui participèrent largement à ce mouvement.

Les Ligues sociales d'acheteurs à Paris et en province se dévouèrent à cette cause. A Paris, notamment, la ligue tint un grand meeting à l'Hôtel des Sociétés savantes le 15 mai 1909. M. Jay y prit la parole :

« Que reste-t-il, déclarait-il, comme raison d'être à ce supplice à la fois physique et moral qu'on inflige à des milliers d'ouvriers ?

» Il n'y en a pas d'autres que l'exigence de la clientèle et la concurrence qui existe entre patrons boulangers pour la satisfaire par suite de l'exigence de plus en plus raffinée de cette clientèle.

(1) Cf. *Semaine sociale de St-Etienne*, Exposé de M. Renard, année 1911.

» Vous avez entendu parler de ces Romains qui faisaient jeter des esclaves dans des viviers où étaient élevées des murènes parce qu'ils estimaient que cette nourriture communiquait à ces poissons un fumet plus délicat.

» Ne vous semble-t-il pas qu'il y ait dans ce fait quelque chose qui se rapproche des exigences actuelles de la clientèle.

L'Association pour la Protection légale des Travailleurs n'eut garde de négliger ce sujet ; sous ses auspices, le Dr Désormeaux fit, au point de vue médical, un très intéressant exposé sur les effets néfastes de la suppression de la lumière du jour sur la nutrition des tissus de l'organisme. L'association entendit un rapport de M. Godart qui donna lieu à une intéressante discussion, à laquelle prirent part notamment MM. Jay et de Mun et plusieurs patrons boulangers ; elle émit le 30 novembre 1909 un vœu favorable au projet Godart.

Le journal la « Démocratie du Sud-Est », en 1909, ouvrit une enquête dans les milieux médicaux ; les docteurs Courmont, Mourisset, Lesieur, A. Pic, Sérullas, H. Michel, condamnèrent formellement l'état de choses existant.

Le journal « Le Social » en 1911 se mêla à la campagne en faveur de l'interdiction. Il cita l'exemple d'un patron boulanger de Grenoble qui avait pu réaliser la suppression du travail de nuit sans mécontenter la clientèle. Il publia enfin la réponse du syndicat

des médecins parisiens à une enquête des patrons boulangers qui concluait favorablement à la réforme.

Une campagne analogue fut menée par le « Petit Méridional », le « Petit Eclaireur des Alpes et de Provence ».

L'« Alliance d'hygiène sociale » de Montpellier, pour contraindre les patrons boulangers à améliorer les conditions d'hygiène et de propreté de leurs locaux, établit un règlement, le soumit aux patrons en leur demandant d'y adhérer, elle fit ensuite apposer des plaques sur les magasins des adhérents à titre d'encouragement et de réclame.

IV. — Groupements officiels

Les encouragements officiels ne firent pas défaut aux promoteurs de la réforme.

Conseils généraux de la Gironde, de l'Isère, de la Vaucluse, Conseils municipaux d'Agen, de Carcassonne, de Nîmes, de Rennes, de Toulon, conseil d'arrondissement de Bordeaux se distinguèrent dans cette campagne.

Dès 1893, l'office du travail avait entrepris une enquête sur les conditions du travail dans les boulangeries; un rapport de M. Pierre du Maroussem avait conclu au surmenage excessif des ouvriers boulangers.

Au mois de juin 1901, M. Jay était intervenu en

faveur des ouvriers boulangers au sein du Conseil Supérieur du Travail (1).

Le même Conseil reprit la question au mois de novembre 1911 et engagea le débat à fond. Deux rapports furent présentés : l'un par M. Cleuet du côté ouvrier; il était favorable à l'interdiction; l'autre par M. Soulé du côté patronal; il soutenait la thèse adverse.

De nombreux orateurs intervinrent dans la discussion : M. Jay en faveur de la thèse ouvrière, MM. Mortier, Mience et Borderel du côté opposé.

Les patrons se montrèrent particulièrement intraitables sur la question de l'interdiction du travail de nuit du patron. Cette intransigeance suggéra à M. Gide, professeur à la Faculté de Droit de Paris, le texte de l'amendement suivant :

« Il est défendu de **faire travailler** dans les boulangeries et pâtisseries entre minuit et 6 heures du matin en hiver; 5 heures en été.

L'amendement ne fut pas adopté : les ouvriers votèrent en masse contre et les patrons s'abstinrent en grand nombre.

MM. Keufer et Gide intervinrent en faveur du projet Godart; M. Isaac le combattit.

Finalement ce projet fut adopté à une faible majorité grâce à l'appoint des voix des membres non pro-

(1) Cf. Exposé des motifs de la première proposition Godart, p. 2. Annexe au procès verbal de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 24 février 1909.

fessionnels qui se solidarisèrent avec les membres ouvriers.

Le Conseil supérieur du Travail eut encore à se prononcer sur une autre question intéressant le travail dans la boulangerie.

Un avis du Conseil d'Etat du 22 mai 1894 avait exclu les boulangeries et les pâtisseries des établissements industriels, ce qui avait pour conséquence d'écarter de cette profession toute la législation industrielle.

Ce fut pour protester contre cet état de choses fâcheux que M. Keufer déposa un vœu en faveur de l'application des lois de 1848 et de 1892 à la boulangerie et à la pâtisserie : ce vœu fut adopté à l'unanimité (1).

V. — Adhésions patronales à la réforme

Les patrons qui se déclarèrent partisans de l'interdiction du travail de nuit dans leur profession furent peu nombreux (2).

(1) Cf. Les journaux de l'époque : la *Démocratie*, le *Temps*, le *Bulletin de la Semaine*...

(2) A noter cependant cette intéressante confidence qui a été faite naguère au Congrès du Pain du Jour par un patron boulanger, M. Brosseau : « Il est possible de supprimer le travail de nuit, mais seulement par une loi, car les tentatives partielles seraient vouées à l'insuccès et l'accord de toute la corporation est impossible. Il est curieux de constater que le travail de nuit n'est défendu que par ceux-là qui ne le pratiquent plus, qui ne l'ont peut-être jamais pratiqué ; ce n'est pas la liberté de travailler eux-mêmes qu'ils réclament : c'est la liberté de faire travailler les autres. » (Cité par M. Renard à la *Semaine sociale* de St-Etienne en 1911.)

Le syndicat patronal de la boulangerie de Besançon émit un vœu favorable.

D'autre part, nous avons vu qu'une revue ayant une clientèle en majeure partie patronale : la « Revue Générale de la Boulangerie française » avait en 1911 approuvé la campagne ouvrière.

Un patron boulanger du XVI^e arrondissement de Paris, sous l'influence de sa clientèle qui était nombreuse, riche et généreuse, M. Picault se déclara prêt à cuire de jour seulement, si ses clients y consentaient. A cette effet, il envoya à toute sa clientèle une première circulaire le 1^{er} avril 1911, demandant à tous les partisans de la réforme de donner leurs noms; les réponses ayant été favorables, il lança une deuxième circulaire le 1^{er} mai 1911 pour annoncer l'inauguration du régime nouveau.

Il ne semble pas qu'il y ait eu de mécompte de ce côté (1).

Malheureusement, trop souvent la clientèle témoigne d'une mauvaise volonté sans excuse; M. Picavet, dans son intéressante brochure « Le Travail de nuit chez les Boulangers » (2) en donne un exemple typique : la coopérative la Fraternelle, d'Amiens, avait tenté en 1905 une expérience de repos collectif du dimanche; sa clientèle consultée avait donné des ré-

(1) Depuis la guerre, la maison a changé deux fois de propriétaire. Aujourd'hui, le travail s'y fait de nuit et de jour comme dans la plupart des maisons similaires de Paris. Le patron actuel ne semble nullement disposé à reprendre le système inauguré en 1911.

(2) *Action populaire de Reims*, n° 214.

ponses favorables dans la proportion de 95 pour cent. Or, dès les premières semaines du nouveau régime, l'immense majorité des clients allèrent s'approvisionner le dimanche matin en pain frais chez les concurrents, vouant ainsi l'expérience à un échec complet : la clientèle de cette coopérative devait pourtant être composée en majorité d'ouvriers.

VI. — L'opposition à la réforme

La défense organisée dans ces années de lutte du côté patronal ne fut pas moins ardente.

Le 24 novembre 1909, la Chambre de commerce de Paris adopta et convertit en délibération un rapport très complet et rempli d'arguments contre la réforme, présenté par l'un de ses membres, M. Sauvage, ancien patron boulanger, aujourd'hui directeur du Syndicat de garantie de la boulangerie de Paris et du Département de la Seine.

A la vérité, beaucoup de ces arguments étaient fragiles, tels : la difficulté pour l'ouvrier avec le régime du travail de jour de se rendre à son fournil quand il en habite loin; — l'impossibilité pour lui en pareil cas de prendre son repas de midi en famille; — la difficulté d'organiser l'embauchage de la dernière heure dans la matinée; — les complications dans l'organisation du portage à domicile, si la production s'échelonne tout le long de la journée; — l'impossibilité d'utiliser le jour pour la pâtisserie, le four généra-

lement unique de la boulangerie ; — la suppression du petit pain et du croissant chauds à la première heure ; — la violation flagrante du grand principe de la liberté du travail consacré par la révolution française.

Il a été trop souvent répondu à ces diverses objections et leur réfutation est trop facile pour que nous insistions ici.

En revanche, un dernier argument mis en avant par la délibération précitée a plus de valeur : la difficulté éprouvée dans un pays de faible consommation de pain comme l'Italie pour fabriquer du matin au soir, à temps et au fur et à mesure des besoins, le pain destiné à être consommé le jour même, difficulté qui serait plus grande encore en France, quatrième pays du monde dans l'échelle des gros consommateurs de pain. Il faut tenir compte de l'impossibilité dans laquelle se trouvent Paris et les grandes villes de France d'accroître actuellement leurs locaux ; seul moyen pourtant de multiplier le nombre de fours pour augmenter la production horaire.

Il y a là un sérieux obstacle à la mise en vigueur du régime du pain de jour, rapide et sans heurt pour le goût et les habitudes des consommateurs. Sans aucun doute pendant bien des années, le pain frais ne pourrait être livré à toute la clientèle pour la consommation de la matinée et la plupart des clients devraient se résoudre à manger du pain de la veille à leurs deux repas du matin ; d'autant plus que la crise

du logement dans nos grandes villes n'est pas près de disparaître.

* * *

Le 10 novembre 1909, le syndicat général de la boulangerie française protesta énergiquement contre la proposition Godart, en prenant pour argument principal la nécessité de respecter les goûts de la clientèle (1).

M. Mience, président du Syndicat général de la Boulangerie française, membre du Conseil supérieur du Travail, fit une intéressante conférence le 11 novembre 1911 à la Fédération des Industriels et Commerçants français, présidée par M. Lebon. Il s'efforça de réfuter un certain nombre d'arguments des partisans de l'interdiction. Notamment pour répondre aux médecins qui déclarent le pain cuit la nuit malsain pour le consommateur; il cita un curieux article de la revue : la « Nature », du 7 janvier 1911, relatant les expériences d'un savant, le Dr Huché qui ont démontré qu'après cuisson il ne peut rester aucun microbe dangereux dans la masse du pain.

(1) Fait symptomatique : la Chambre syndicale patronale de la boulangerie lyonnaise a rédigé une protestation votée à l'unanimité contre le projet Godart et pourtant, d'après une enquête de la *Démocratie du Sud-Est*, les membres de cette chambre pris individuellement étaient plutôt favorables. Ce phénomène n'est-il pas assez fréquent dans les manifestations syndicales où il suffit d'une individualité agissante pour entraîner le vote de la collectivité même au rebours de l'opinion de ceux qui la composent.

M. Mience publia en brochures les observations qu'il avaient présentées à la Commission permanente du Conseil Supérieur du Travail le 16 janvier 1911. Il citait un article du journal « L'Humanité », du 17 avril 1910, qui déclarait que la clientèle ouvrière des boulangeries coopératives exigeait du pain frais le matin. Nous avons déjà vu que la coopérative d'Amiens, qui avait tenté d'inaugurer le repos collectif du dimanche, avait subi un échec du fait de la mauvaise volonté de sa clientèle. Toutefois peut-être serait-il facile de remédier dans une certaine mesure à cette mauvaise volonté par la discipline syndicale, l'exemple de la boulangerie coopérative ouvrière « La Fraternelle » (1) dont la production quotidienne atteint le total de trente fournées de gros pains et de pains de fantaisie semblerait le prouver; elle emploie actuellement un personnel de huit ouvriers, travaillant chacun huit heures et exclusivement de jour, avec un repos hebdomadaire par roulement. Il est vrai qu'il est impossible de tirer une conclusion générale de quelques cas particuliers : l'intensité de production obtenue dans une véritable usine à pain, le genre particulier de clientèle, expliquent peut-être le succès de l'entreprise.

M. Mience dans sa brochure mettait en avant les expériences malheureuses tentées en faveur du travail de jour par les boulangers de diverses villes de

(1) 33, rue Doudeauville, à Paris.

province : Limoges en 1904; St-Nazaire, Brest et Cognac en 1910; Lille dans une coopérative.

L'auteur s'est livré à une enquête au sujet de l'introduction dans une boulangerie du repos hebdomadaire du dimanche. Le pain rassis aurait entraîné une diminution de consommation de un huitième du samedi au lundi.

* * *

A l'étranger, on s'est également préoccupé de cette réforme.

En Italie, M. Galloni, secrétaire de la Société mutuelle des patrons boulangers de Milan rédigea en janvier 1910 un rapport très hostile à la loi italienne de 1908; selon lui cette loi ne serait appliquée que dans les grandes villes; le pain y serait moins bon en raison des difficultés de rafraîchissement des levains, le prix du pain aurait augmenté par suite des frais nécessités par l'accroissement d'intensité de la production dans les premières heures de la matinée. Malgré ces efforts, les premiers pains ne pourraient être prêts avant 7 heures du matin, les ouvriers regretteraient le travail de nuit.

Au Tessin, M. Brenna, de l'Association des Patrons Boulangers de Lugano, dans une lettre de 1910, a déclaré que la loi cantonale de 1906 était devenue lettre morte.

VII. — Quelques cas d'accords amiables

En dehors de quelques faits étudiés plus haut : expérience de la boulangerie parisienne Picault, ouverture de la boulangerie coopérative « Le Pain de jour » à Paris, rue Las Cases, de la boulangerie coopérative toulousaine, de la coopérative ouvrière « La Fraternelle » à Paris, rue Doudeauville où l'initiative de quelques-uns permit de tenter des expériences heureuses de travail de jour, il y eut peu d'exemples de contrats ou d'accords amiables entre patrons et ouvriers d'une même ville.

Les expériences tentées à Limoges en 1904; à Cognac, à Brest et à Saint-Nazaire en 1910; à Valauris dans les Alpes maritimes échouèrent au bout de quelques mois ou restèrent sans influence; l'opinion publique ne soutenait pas suffisamment les bonnes volontés.

La question de l'interdiction du travail de nuit cessa de passionner l'opinion à partir de 1911. Les nécessités de la guerre devaient en ranimer l'intérêt.

DEUXIEME PARTIE

LES MESURES DU TEMPS DE GUERRE

Dès l'année 1915, les Etats belligérants et, par contre-coup, certains Etats neutres, dont la situation économique n'était pas indépendante, éprouvèrent l'impérieux besoin, en vue d'une guerre qui semblait devoir se prolonger, d'édicter des mesures restrictives au point de vue alimentaire.

Parmi ces mesures, il était naturel que la première place fut réservée à l'aliment essentiel : au pain.

A. — EN FRANCE

En France, M. Boret, député, déposait sur le bureau de la Chambre le 7 juillet 1916, une proposition de loi tendant à interdire la vente du pain frais et établissant la suppression du travail de nuit dans les boulangeries (1).

La mesure était provisoire et restreinte à la durée de la guerre : « jusqu'à ce que nous ayons libéré notre

(1) Proposition de loi présentée par MM. V. Boret (Vienne), Henri Cosnier, A. Dariac, Lavoine, Patureau-Baronnet, Marc Réville, le Rouzic; renvoyée à la Commission du travail. Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1916, Chambre déput, n° 2310.

territoire et réduit nos ennemis, notre existence doit être simple et frugale ».

La mesure était double; elle imposait à la fois une restriction de la consommation de farine par l'obligation de manger le pain rassis et une économie de la force et de la santé des ouvriers employés à la fabrication du pain par l'interdiction du travail de nuit; les deux réformes étaient solidaires, la seconde étant facilitée par la première.

Dans l'exposé des motifs, l'auteur s'exprimait ainsi :

« Les avantages que nous prétendons obtenir sont en effet les suivants :

» 1° Economie réalisée dans la consommation : le pain frais est une friandise que l'on mange en plus grande quantité que le pain rassis;

» 2° Consommation intégrale du pain, car jusqu'à présent trop de gens, pour s'en tenir au pain frais, rejetaient, pour ne pas dire jetaient, le pain resté de la veille sans penser qu'il est criminel de faire des déchets de pain en un temps où nous devons donner notre or à l'étranger pour obtenir le blé qui nous est indispensable;

» 3° Par suite de la suppression du gaspillage dans la consommation, diminution considérable des achats de blé et de farine que l'Etat doit faire à l'étranger et aussi diminution des pertes qu'il subit en revendant à raison de 30 fr. 75 le quintal de blé qu'il doit payer près de 40 francs;

» 4° Emploi plus rationnel de la main d'œuvre res-

treinte qui reste à la disposition des boulangers. En effet, l'obligation de fournir chaque matin du pain frais à la clientèle, oblige les patrons boulangers, du moins dans les villes même peu importantes, à ne recourir qu'au travail de nuit; or, si celui-ci est déjà pénible en temps de paix pour des ouvriers dans la force de l'âge, il doit être tenu pour excessif et inhumain dans un temps où les équipes employées dans les fournils sont composées le plus souvent d'adolescents, d'hommes déjà âgés et d'hommes de faible constitution, puisqu'ils n'ont jamais été ou ne sont plus propres au service militaire même comme auxiliaires.

» Le travail de jour conforme à la vie normale s'imposera par le fait qu'il ne pourra plus être mis en vente que du pain assis.

» Il faut ajouter que notre proposition peut être considérée comme extrêmement favorable à la santé publique, car il est avéré depuis longtemps que le pain rassis se digère beaucoup mieux que le pain frais parce qu'il contient moins d'eau et qu'il gonfle moins dans l'estomac. »

Le texte proposé était le suivant :

» Art. 1.— Pendant la durée des hostilités et pendant l'année qui suivra la démobilisation générale, le travail de nuit est interdit dans toutes les boulangeries (1).

» Art. 2. — Il ne pourra être mis en vente que des pains cuits depuis au moins 12 heures.

(1) La durée du travail de nuit n'était pas précisée.

» Art. 3. — Toute infraction à la présente loi de la part du vendeur ou de l'acheteur sera punie d'une amende de 16 à 500 francs. »

A remarquer que l'acheteur était tenu au même titre que le vendeur, toutefois le premier ne pouvait être incriminé pour le travail de nuit.

La proposition de loi Boret resta à l'étude dans les archives de la commission du travail de la Chambre des députés jusqu'en 1917.

Le 9 février 1917, le ministre du ravitaillement contresignait un décret ayant pour but unique d'obtenir une économie dans la consommation des farines, son article 2 stipulait en effet :

« La vente du pain frais est interdite.

» En conséquence, le pain ne pourra être mis en vente ou vendu que douze heures après sa cuisson, et il ne pourra être soumis à des procédés de conservation destinés à le maintenir frais » (1).

Cette mesure devait être abrogée par le décret du 30 novembre 1917, contresigné par M. Boret, devenu ministre du ravitaillement. Il avait été constaté, en effet, que la vente du pain rassis tout en permettant de réaliser une économie dans la consommation du pain en volume entraînait, à l'inverse, une dépense plus considérable de farine (en poids), en raison de la forte perte de poids causée par l'évaporation de l'eau renfermée dans le pain frais; cette dépense com-

(1) Reproduit dans le *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris* du 29 décembre 1917, page 1390.

pensait et au-delà l'économie réalisée d'autre part (1).

Entretemps, la Commission du Travail de la Chambre des députés allait tirer argument de l'état de fait institué par le décret du 9 février 1917 et, négligeant la mesure d'ordre économique proposée par M. Boret en 1916, reprendre la réforme d'ordre social contenue dans cette même proposition pour en faire une loi définitive. Nous reprendrons cet exposé plus loin.

B. — ETRANGER

I. Angleterre

En Angleterre, une mesure analogue à notre décret sur le pain rassis et tout à fait contemporaine fut prise pour les mêmes motifs de restriction. Au mois de février 1917, un décret parut interdisant la vente du pain ayant moins de douze heures de date.

En fait et par voie de conséquence, le travail de nuit disparut de la boulangerie anglaise pendant la dernière partie de la guerre (2).

II. — Suisse

En Suisse, l'industrie de la boulangerie présente cette caractéristique que d'une part il y a peu de

(1) Cf. L'article 52 du décret du 30 nov. 1917 relatif à la consommation du pain, à la réquisition des céréales et à la fabrication de la farine.

(2) Cf. *Monthly Labor Review*, Washington, oct. 1919.

moyenne ou de grandes boulangeries (1), un très petit nombre de coopératives (2) et cependant une panification mécanique presque universellement répandue; — que d'autre part les ouvriers boulangers sont très nombreux dans la Suisse allemande et assurent en partie la main-d'œuvre dans la Suisse française (3).

Le 18 juin 1917, un arrêté du Conseil fédéral (4) est venu suspendre le travail de nuit dans l'industrie de la boulangerie pendant toute la durée de la guerre.

Il a interdit la vente d'articles de boulangeries avant le deuxième jour qui suit leur fabrication.

« Art. 4. — Dans toute boulangerie et pâtisserie y compris les boulangeries et pâtisseries d'hôtels ou d'établissements, il est interdit de fabriquer n'importe quel article de boulangerie entre 7 heures du soir et 4 heures du matin même dans la nuit du samedi au dimanche.

» Art. 5. — Les industriels mentionnés à l'article 4 sont autorisés à travailler les dimanches et jours fériés de 4 heures du matin à 7 heures du soir en tant

(1) On compte en moyenne un ouvrier pour deux boulangeries.

(2) Dans le canton de Genève, on ne compte que trois coopératives : une à Genève-Ville et deux à Genève-Campagne. Cf. *Journal populaire suisse*, Bâle, 14 mai 1920.

(3) Nous ne rappelons que pour mémoire la loi tessinoise de 1908 qui interdit le travail de nuit dans les boulangeries du canton.

(4) En vertu de l'arrêté fédéral du 3 août 1914, le Conseil fédéral a reçu pour la durée de la guerre pleins pouvoirs de légiférer en toute matière dans les divers cantons.

que cela est nécessaire pour subvenir aux besoins en pain des jours suivants. »

L'arrêté édictait en cas d'infraction une peine de 20,000 francs d'amende ou de trois mois d'emprisonnement; en outre, la suspension possible de livraison de farine pendant trois mois au maximum (1).

Parallèlement à la suppression du travail de nuit, un arrêté du Conseil fédéral du 10 novembre 1917 est venu prescrire pour la durée de la guerre, la fermeture le dimanche de tous les magasins de vente en général dans le but de restreindre la consommation du charbon et de l'énergie électrique :

» Art. 1. — Tous les magasins seront fermés le dimanche et les jours fériés reconnus par l'Etat.

» Art. 2. — Les gouvernements cantonaux sont autorisés les dimanches et jour fériés à permettre pendant deux heures qu'ils fixeront la délivrance des denrées alimentaires dans des locaux non chauffés, à décider que les confiseries pourront ouvrir les dimanches et jours fériés, mais seront « fermées complètement » un jour de la semaine.

III. — Allemagne

Les pays centraux devaient plus tôt encore ressentir la nécessité d'édicter des restrictions alimentaires.

Le 5 janvier 1915, le gouvernement impérial alle-

(1) Cf. *Recueil des principaux arrêtés concernant la boulangerie suisse pendant la guerre*, par Georges Bernard, avocat, Genève décembre 1917.

mand faisait publier un arrêté interdisant le travail de nuit dans les boulangeries et pâtisseries pour la durée de la guerre. Les patrons s'accommodèrent de ce nouveau régime.

Rien n'était édicté concernant le travail du dimanche. Mais une statistique ouvrière de 1917 constatait qu'à cette époque, à la suite des efforts des syndicats, 11,419 maisons ou 63.4 pour cent des maisons employant 17,690 ouvriers ou 58.9 pour cent des ouvriers accordaient un repos complet le dimanche.

Résultat d'autant plus significatif qu'avant la guerre seuls les districts de Dusseldorf et de Munster respectaient le repos du dimanche. En outre, dans nombre de villes, les ouvriers qui travaillaient le dimanche jouissaient d'un jour de repos dans la semaine.

En définitive 73.8 pour cent des maisons et 70.6 pour cent du personnel ne travaillaient que six jours par semaine (1).

IV. — En Autriche

En Autriche, une ordonnance du ministre du commerce du 8 février 1917 a interdit le travail de nuit dans la boulangerie :

« Art. 1. Les travaux et autres préparatifs concourant à la fabrication du pain et d'autres produits de boulangerie dans les boulangeries et pâtisseries sont

(1) Cf. Protocole du troisième Congrès international des Ouvriers d'Alimentation, Amsterdam, 1919.

interdits entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Cette interdiction s'applique également à tous les établissements où l'on fabrique du pain ou autres produits de boulangerie destinés à être vendus ou consommés dans l'établissement. »

Une exception a été faite pour les travaux préparatoires. Des dérogations étaient prévues. Des peines sévères étaient édictées en cas d'infraction : 5,000 couronnes d'amende ou six mois de prison et retrait du droit de fabrication. L'ordonnance n'était applicable que pour la durée de la guerre, mais le gouvernement déclara officiellement qu'il ferait son possible pour la rendre définitive (1).

V. — Hongrie

Un décret ministériel hongrois a interdit à partir du 10 juillet 1916 et pour la durée de la guerre, le travail de 6 heures du soir à 6 heures du matin dans la boulangerie pour tous les districts du pays y compris la Croatie et la Slavonie.

Des dérogations étaient prévues permettant de commencer la journée à 5 heures du matin (2).

(1) Cf. *Bulletin de l'Office international du Travail*, n° 8-9 de 1917. Cf. *Bulletin du Ministère du Travail*, janvier, février, mars 1917. Cf. *Die Gewerkschaft*, 26 février 1917.

(2) Cf. Protocole du troisième Congrès international des Ouvriers de l'Alimentation, Amsterdam, 1919.

VI. — Suède

En Suède, par mesure de restriction, pendant la guerre, le pain ne pouvait être vendu que douze heures après la cuisson.

En fait, cette mesure entraîna la suppression du travail de nuit pour le temps de guerre (1).

VII. — Italie

En dehors de la loi italienne de 1908, une mesure très restrictive fut prise pour la durée de la guerre : le travail fut interdit dans les fournils de 19 heures à 13 heures, exception faite pour la préparation des levains qui pouvait avoir lieu dans la matinée pendant deux heures au maximum (2).

(1) Cf. Protocole du troisième Congrès international des ouvriers de l'Alimentation, Amsterdam, 1919.

(2) Cf. Rapport de M. Lerolle. Chambre des Députés, n° 3324, annexe au procès-verbal de la séance du 24 mai 1917.

TROISIEME PARTIE

LES MESURES DEFINITIVES -- POUR L'APRES GUERRE --

A. — FRANCE

Quelques semaines après la mise en vigueur du décret du 9 février 1917 sur le pain rassis, M. J. Lerolle, au nom de la Commission du Travail de la Chambre des Députés chargée d'examiner la proposition de loi de M. Boret, déposait son rapport (1).

Détachant de cette proposition comme inutile la prescription concernant le pain rassis parce qu'elle était déjà un fait accompli, le rapporteur écrivait :

« ...Par contre, nous vous proposons de prononcer l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie et même élargissant la proposition de M. V. Boret nous vous demandons de décider que cette interdiction sera, non pas comme le propose notre collègue, une mesure de guerre limitée à la durée des hostilités et à l'année qui suivra la démobilisation, mais une mesure définitive. »

(1) M. Boret était alors devenu ministre du Ravitaillement et M. Godart, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre.

Après avoir rappelé les raisons d'hygiène qui militent en faveur de la réforme, l'auteur continuait :

» ...Aujourd'hui où plus que jamais nous devons être ménagers de la vie humaine, où c'est pour nous non pas seulement un devoir social, mais une nécessité vitale après les sanglantes hécatombes de la guerre, de veiller jalousement à la santé de la race et d'écarter tout ce qui pourrait y porter atteinte, l'argument pourrait suffire à condamner le travail de nuit...

» ... Le principal argument des défenseurs du travail de nuit est la crainte que la substitution du travail de jour au travail de nuit ne trouble profondément les « coutumes de la profession et les habitudes de la clientèle ».

« L'argument pouvait être invoqué hier, on ne saurait le soutenir aujourd'hui.

» Le décret du 9 février 1917 en interdisant la vente des pains qui n'auraient pas été cuits depuis plus de douze heures a profondément modifié le régime de la fabrication et « les habitudes du public consommateur. »

» Pratiquement, il a rendu le travail de nuit inutile.

» En fait, dans un grand nombre de boulangeries, c'est de jour que se fait actuellement le pain et le nombre des boulangeries qui continuent à travailler la nuit tend encore à diminuer.

» Dans deux départements : celui de la Haute-Garonne et celui des Basses-Pyrénées, des arrêtés préfec-

toraux tenant compte de cette situation ont même interdit complètement le travail entre 21 heures et 5 heures du matin et, fait à noter, dans la Haute-Garonne l'arrêté a été pris sur les instances des syndicats patronaux et ouvriers qui dans leurs réunions corporatives s'étaient prononcés à l'unanimité pour la suppression du travail de nuit. — On ne peut donc dire qu'actuellement l'interdiction du travail de nuit causerait dans la boulangerie une perturbation profonde : elle consacrerait un état de fait qui tend de plus en plus à se généraliser.

» Bien plus, la substitution du travail de jour au travail de nuit apparaît comme la condition nécessaire de l'observation pratique et générale du régime institué par le décret du 9 février 1917.

» Pour empêcher la vente du pain frais, il n'est d'autre moyen que d'interdire dans les boulangeries le travail de nuit.

La plus grande difficulté, en effet, du régime du pain rassis est la difficulté du contrôle.

» A quels signes certains reconnaître qu'un pain a douze heures de cuisson?

» Les professionnels les plus compétents hésitent et déclarent qu'il n'est guère possible de se prononcer avec certitude.

» Et quand le pain est cuit, alors qu'il est monté en magasin, comment empêcher la vente et obliger le boulanger à ne servir à sa clientèle que du pain rassis?

» Le travail de jour, s'il ne supprime pas la difficulté complètement, du moins facilite le contrôle dans de notables proportions. En fixant aux environs de 7 heures le commencement du travail, on peut être à peu près certain que le pain ne sera mis en vente que le lendemain, c'est-à-dire rassis.

» C'est pourquoi les divers pays qui ont depuis les hostilités tenté de restreindre la consommation du pain en établissant le régime du pain rassis ont lié cette mesure à la suppression du travail de nuit dans la boulangerie.

» Ainsi, sous la pression des circonstances, aura été créée une situation de fait qui servira de transition entre le régime d'avant guerre et le régime nouveau d'après guerre.

» La population qui pendant de longs mois aura dans l'intérêt de la Défense Nationale, accepté l'interdiction totale du pain frais, acceptera volontiers que le pain frais, lorsqu'il lui sera rendu, au lieu de lui être livré dès la première heure de la matinée comme avant la guerre, ne soit mis en vente que vers midi.

» Ce qui naguère pouvait lui paraître une gêne, au sortir du régime de guerre, lui apparaîtra comme un progrès » (1).

La proposition de loi suivait :

» Art. 1. — La fabrication du pain et de la pâtisserie est interdite la nuit, c'est-à-dire entre 9 heures

(1) Cet argument devait perdre toute sa valeur du fait de l'abrogation du décret du 9 février par le décret du 30 novembre 1917.

du soir et 5 heures du matin. Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie...

» Art. 3. — Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants qui ont soit par eux-mêmes, soit par l'emploi d'ouvriers, commis une des infractions visées, sont poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

» En cas de récidive, le contrevenant sera en outre déchu pour cinq ans du droit d'éligibilité au Conseil des prud'hommes, au Tribunal de commerce, à la Chambre de commerce et au Conseil supérieur du Travail. »

* *

La Chambre de commerce de Paris s'émue à nouveau de cette proposition et adopta le 24 octobre 1917 un rapport dans lequel M. Sauvage s'élevait énergiquement contre celle-ci d'une part parce qu'elle transformait en mesure définitive une mesure que M. Boret avait proposée à titre provisoire; d'autre part parce qu'elle interdisait le travail de nuit aux patrons eux-mêmes.

* *

La proposition de loi de M. Lerolle fut adoptée par la Chambre des Députés sans débat le 13 novembre 1917,

* * *

M. Sauvage revint à la charge :

Le 19 décembre 1917, il faisait adopter par la Chambre de commerce de Paris un nouveau rapport. Dans cet exposé, il se scandalisait fort d'avoir vu la Chambre des Députés adopter une telle réforme sans débat; il y voyait un véritable coup de surprise.

Il tirait un solide argument de la nécessité où se trouvait la boulangerie de Paris et des grandes villes de travailler de jour et de nuit pour assurer l'alimentation des agglomérations.

Enfin, il protestait violemment contre les pénalités prévues par la proposition en cas de contravention :

» Ils (les patrons) se sont écriés : « Alors que l'on » ne prive pas de leurs droits politiques les individus » ayant encouru un certain nombre de condamna- » tions, le Parlement vote sans sourciller une dispo- » sition aussi exceptionnelle contre des commerçants » pour une simple contravention. » Ils ont déclaré que fortement pénétrés des charges et des responsa- bilités qui leur incombent, ils ne laisseront pas même dans les circonstances présentes, porter une pareille atteinte à leur liberté individuelle.

» Quant à la déchéance du droit d'éligibilité dont le projet de loi les menace ils opposent qu'au contraire ils se considéreraient comme véritablement indignes de figurer au Tribunal de commerce, à la Chambre de commerce, etc., s'ils acceptaient qu'une

loi puisse leur enlever le droit de travailler eux-mêmes chez eux, quand il leur plaira (1).

Le rapport était suivi des protestations de la Chambre syndicale patronale de la boulangerie de Paris et du Département de la Seine, de la Ligue des Boulangères, du Comité de défense des intérêts des Pâtisseries français.

* * *

Le 7 juin 1918, M. Herriot déposait au Sénat son rapport au nom de la commission (2).

Il déclarait dans ce rapport que M. Boret, devenu ministre du Ravitaillement, depuis le dépôt de sa proposition de loi, maintenait l'essentiel de cette proposition, malgré l'abrogation du décret du 9 février 1917 sur le pain rassis.

« Au reste, continuait M. Herriot, ce qui nous apparaîtrait comme le plus concluant, ce qui semble dispenser de reprendre dans le détail une discussion où s'échangent sans cesse les mêmes observations, c'est le résultat de l'enquête entreprise à la fin du mois de novembre 1917 par l'inspection du travail. M. le ministre du Travail a bien voulu nous communiquer le document où sont consignés les enseignements que cette information a permis de recueillir. Ce rapport établit que le travail de nuit a pu être supprimé dans 72 pour

(1) Cf. *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris*, n° du 29 décembre 1917.

(2) Cf. Rapport de M. Herriot, Sénat n° 237, annexe au procès-verbal de la séance du 7 juin 1918.

cent des boulangeries sur lesquelles l'enquête a porté. Malgré les difficultés résultant de l'état de guerre qui ont réclamé de la part des boulangers un effort auquel nous avons le devoir de rendre hommage (alimentation irrégulière en farine, insuffisance de main-d'œuvre, etc.), la réforme a pu être réalisée sur beaucoup de points.

» Les boulangers de Dijon déclarent que pour supprimer le travail de nuit, une loi est indispensable, mais qu'elle ne serait pas accueillie avec défaveur; les boulangers de Nancy émettent la même opinion sous réserve d'une dérogation permettant de travailler la nuit pendant les mois d'été; ailleurs, à Marseille, à Bordeaux, les exigences de la clientèle apparaissent comme le seul obstacle vraiment sérieux. Au mois de novembre 1917, le travail de nuit a été supprimé à Poitiers et à Chatellerault; il en a été de même à Dunkerque, à Calais et à Boulogne.

Dans le Calvados, un arrêté préfectoral du 20 juillet a exigé le travail de jour; à Cherbourg, un régime mixte a été institué : le travail commence vers 14 heures et se termine vers minuit.

» Nous nous rendons compte que la réforme sera plus difficile à exécuter dans les très grandes villes et spécialement à Paris. Une note publiée par la Chambre de commerce de Paris prétend établir que la boulangerie du département de la Seine se trouve dans l'obligation de travailler le jour et la nuit. Tout au plus pourrait-on déduire de cette constatation

l'idée qu'il y aurait lieu dans certains cas exceptionnels de prévoir des autorisations spéciales, mais nous nous croyons autorisés à trouver dans cette note elle-même la preuve que le travail de jour est parfaitement possible. »

Passant ensuite à la revendication patronale en faveur de la liberté du travail personnel du patron, M. Herriot la repousse : « Au reste, écrit-il, M. Sauvage en déposant devant nous a parfaitement reconnu que si la loi n'était pas appliquée au patron et à ses enfants comme à l'ouvrier elle serait tout-à-fait inutile. »

M. Herriot terminait son rapport en faisant l'éloge de la profession de la boulangerie.

« Nous voudrions que cette loi fut appliquée par la boulangerie française avec sa collaboration et non contre elle. C'est une corporation tout à fait démocratique où la limite est bien fragile entre le patron et l'ouvrier; le patron d'aujourd'hui c'est presque toujours un ouvrier d'hier.

Le texte qui suivait ce rapport reproduisait les termes de la proposition Lerolle en y ajoutant les deux articles suivants qui étaient des atténuations :

« Art. 4. — Dans des cas exceptionnels des dérogations pourront être accordées par le préfet sur demande des industriels ou des ouvriers et les deux parties entendues après avis du Conseil municipal, à l'occasion de foires ou de fêtes, en cas d'afflux tempo-

raire de population ou si des raisons d'utilité publique l'exigent impérieusement.

« Ces dérogations ne devront pas être valables pour une durée supérieure à deux semaines ».

» Art. 5. — Cette loi sera applicable dans un délai qui ne devra pas dépasser un an après la fin des hostilités. »

* * *

La discussion de cette proposition vint au Sénat le 13 mars 1919 : elle n'occupa pas moins de trois longues séances : les 13, 18 et 20 mars.

Après un long développement de M. Herriot qui fut très applaudi M. Dominique Delahaye vint défendre avec beaucoup de verve et non moins de fantaisie les intérêts des patrons boulangers hostiles à la réforme.

M. Bouteloup lui-même ne fut pas tout à fait épargné par l'humour de M. Dominique Delahaye :

« Il (M. Bouteloup) est d'une franchise entière; il est consciencieux; ses études sont très poussées, mais quand on est docteur en droit c'est qu'on est encore dans la jeunesse et les hommes jeunes n'ont pas l'expérience de la vie » (1).

M. Dominique Delahaye se lança dans de longues et savantes dissertations historiques; tour à tour il évoqua à la tribune devant ses collègues intrigués Asclépiade et Ménédème, le poète Reboul, M. le sénateur Galup, M. le député A. Thomas, M. Sauvage, etc., son

(1) Cf. *Journal Officiel*, Sénat, séance du 13 mars 1919, page 265.

long réquisitoire contre la proposition Herriot eut pour principal effet de mettre le Sénat en belle humeur.

Après lui, M. Colliard, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, vint défendre la proposition; il rappela que l'interdiction du travail de nuit des boulangers avait groupé les adhésions de personnages appartenant aux partis les plus divers : M. Herriot, M. Godart, M. de Mun, M. Jean Lerolle et il rappela la lettre qu'adressait le 30 novembre 1909 l'archevêque de Paris à M. Savoie « fidèle à la tradition de l'Eglise qui s'est toujours montrée l'amie des travailleurs, j'ai demandé aux catholiques de favoriser de tout leur pouvoir la suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers » (1).

M. de Lamarzelle défendit avec éloquence la cause de l'intervention légale rappelant cette belle parole de Lacordaire : « Il y a certains cas où c'est la liberté qui opprime et où c'est la loi qui affranchit. »

M. de Las Cases soutint la même thèse.

A la suite de ces interventions, M. Lemarié vint soumettre au Sénat un amendement d'apparence anodine, car il eut l'habileté de se déclarer en commençant partisan convaincu de l'interdiction, mais en fait d'une portée considérable et nettement hostile à la réforme.

Au nom des intérêts de certains petits patrons, des campagnes qui cultivent la terre dans la journée après avoir travaillé eux-mêmes et seuls au fournil la

(1) *Vide supra.*

· nuit, il proposa de substituer aux termes : « La fabrication du pain et de la pâtisserie est interdite la nuit » la formule suivante : « Il est interdit d'employer des ouvriers à la fabrication du pain et de la pâtisserie ».

Le ministre combattit l'amendement en prenant pour argument principal l'exemple de la veuve de guerre et du mutilé obligés de faire travailler des ouvriers et que la concurrence des patrons travaillant seuls, et par suite de l'amendement, librement la nuit viendrait ruiner. Le rapporteur s'opposa également au vote de l'amendement en affirmant qu'avec lui la loi resterait lettre morte, citant comme exemple le cas de la loi sur le repos hebdomadaire dont l'inapplication provient du fait que le législateur n'a pas osé prescrire la fermeture des magasins le dimanche.

Toutefois, M. Lemarié ayant également proposé de modifier la définition légale du travail de nuit et de considérer comme tel non pas le travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, mais le travail entre 10 heures du soir et 4 heures du matin, M. Herriot lui fit la concession d'admettre que la journée commence à 4 heures au lieu de 5 heures.

MM. Codet, Jeneuvrier, Dominique Delahaye, en faveur de l'amendement Lemarié développèrent cet argument que le domicile est inviolable la nuit et que les inspecteurs n'auraient pas le droit de faire leurs constats du travail personnel du patron à son domicile.

Finalement, l'amendement Lemarié — liberté pour le patron de travailler la nuit et délimitation du travail de nuit entre 10 heures du soir et 4 heures du matin — fut voté par 190 voix contre 34.

M. Dominique Delahaye proposa au Sénat d'aller plus loin encore dans la voie des atténuations et il lui soumit le curieux amendement suivant :

« Cette interdiction du travail de nuit ne concerne par les ouvriers conscients de leur indépendance et de leur vigueur qui se réclameront de la liberté de travailler la nuit reconnue aux patrons. »

M. Herriot n'eut pas beaucoup de peine à prouver au Sénat qu'il était bien difficile de trouver le critérium de l'indépendance et de la vigueur pour un ouvrier. L'amendement ne fut pas pris en considération. Une discussion confuse s'engagea à propos des pénalités. Plusieurs sénateurs, MM. Dominique Delahaye, Tournon, Boivin-Champeau, Jenouvrier notamment protestèrent contre les déchéances prévues dans le texte de la commission en cas d'infraction; ministre et commission se raillèrent à cette manière de voir.

A propos des dérogations, M. Dominique Delahaye tenta sans succès d'introduire dans le texte d'une part la prévision du cas de fortes chaleurs et d'autre part la faculté pour les pâtisseries de déroger 90 jours au plus par an.

Enfin M. Dominique Delahaye apporta un dernier amendement à propos du délai de mise en application de la loi, il demanda un minimum de deux ans

à compter du décret de cessation des hostilités, amendement très sage et appuyé par un argument solide : le nombre de fours nécessaires à construire ou à modifier avant l'entrée en vigueur de la loi, pour permettre à la boulangerie des grandes villes qui travaillent de jour et de nuit de suffire à la tâche après l'interdiction du travail de nuit; le Sénat était fatigué par la longueur de la discussion, la multiplicité des amendements plus ou moins judicieux déjà présentés, il repoussa la modification proposée par M. Dominique Delahaye; l'expérience dira peut-être un jour que ce dernier voyait juste sur ce point.

M. de Lamarzelle pour expliquer son vote, indiqua que l'amendement Lemarié avait porté à la loi un coup fatal : « Je la voterai (la loi) quand même parce que je veux donner mon adhésion au principe. Je ne veux pas qu'on puisse dire que je repousse le principe par mon vote, mais je ne me fais aucune illusion sur la façon dont il pourra être appliqué. »

* * *

Le texte voté au Sénat revint devant la Chambre des députés, dans sa séance du 26 mars 1919, le rapporteur, M. Lerolle d'accord avec le ministre M. Colliard demanda à la Chambre de l'accepter sans modification. Il rappela cependant que sur divers points le texte du Sénat différait de celui que la Chambre avait voté le 13 novembre 1917 :

1° Au lieu d'interdire le travail entre 9 heures du

soir et 5 heures du matin, le Sénat l'interdisait entre 10 heures du soir et 4 heures du matin seulement; 2° Au lieu d'interdire la fabrication du pain et de la pâtisserie la nuit à tout le monde le Sénat ne l'interdisait qu'aux seuls ouvriers; 3° Au lieu de supprimer toute dérogation, le Sénat en prévoyait plusieurs, à l'occasion de foires ou de fêtes, en cas d'afflux temporaire de population ou si des raisons d'utilité publique l'exigent impérieusement; 4° La Chambre avait prévu des pénalités spéciales; le Sénat s'était contenté du droit commun; 5° Le Sénat avait par mesure spéciale reculé la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi à l'expiration de la première année qui suivrait le décret de cessation des hostilités.

La Chambre adopta le texte du Sénat sans discussion.

* * *

Voici in extenso le texte de la loi du 28 mars 1919 (1) :

« Loi tendant à la suppression du travail de nuit dans la boulangerie.

» Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

» Le Président de la République promulgue la loi, dont la teneur suit :

» Art. 1. — Le chapitre 3 du titre 1 du livre 2 du code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

(1) Cf. *Journal Officiel* du 30 mars 1919, page 3252.

» Chapitre 3 : Travail de nuit; section 1 : travail dans la boulangerie :

» Art. 20. — Il est interdit d'employer des ouvriers à la fabrication du pain et de la pâtisserie entre 10 heures du soir et 4 heures du matin. Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui directement ou indirectement concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

» Art. 2. — La section unique (enfants et femmes) du chapitre 3 du titre 1 du livre 5 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale portera le titre de section 2.

» L'article 20 du livre 2 du code du Travail et de la Prévoyance sociale prendra le n° 20 a.

» Art. 3. — Dans des cas exceptionnels, des dérogations pourront être accordées par le préfet sur demande des industriels ou des ouvriers et les deux parties entendues après avis du Conseil municipal, à l'occasion de foires ou de fêtes en cas d'afflux temporaire de population ou si des raisons d'utilité publique l'exigent impérieusement.

» Ces dérogations ne devront pas être valables pour une durée supérieure à deux semaines.

» Art. 4. — La présente loi sera applicable un an après le décret fixant la date de la cessation des hostilités.

» La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

» Fait à Paris, le 28 mars 1919.

» R. POINCARE.

» Par le Président de la République,

» Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
COLLIARD. »

Au cours de ces discussions parlementaires, l'opposition patronale continua à se manifester par des articles de journaux, la publication de rapports, l'adoption de vœux divers; notamment, M. Sauvage fit adopter par la Chambre de commerce de Paris le 15 janvier 1919 un important rapport dont nous avons déjà cité des extraits, « Le Conseil de la Boulangerie » publia des articles...

B. — ETRANGER

B. — ETRANGER

Nous avons vu que dès le 5 janvier 1915, le gouvernement impérial allemand avait interdit provisoirement le travail de nuit dans la boulangerie et la pâtisserie.

Dès le lendemain de la Révolution, les syndicats ouvriers devenus les maîtres exigèrent du nouveau gouvernement une interdiction définitive pour l'après-guerre.

Le 23 novembre 1918, paraissait un arrêté réglementant le travail dans les boulangeries et pâtisseries.

Cet arrêté fixe la durée de la journée de travail à 8 heures.

Les femmes et les enfants travaillant plus de 4 heures doivent avoir au moins une demi-heure de repos. Au cas où le travail dépasse 6 heures, les repos doivent être au moins d'une heure.

Des dérogations aux limites fixées ci-dessus peuvent être accordées pour des travaux indispensables à la conservation des levains.

Le travail est interdit en semaine de 10 heures du soir à 6 heures du matin.

Des dérogations provisoires peuvent réduire d'une heure cette interdiction. Le repos est obligatoire les dimanches et jours fériés. Cependant à partir de 6 heures du soir, le travail indispensable à la reprise de la fabrication du lendemain est autorisé pendant une heure. Au cas où deux jours de repos se suivent, ce travail est autorisé le deuxième jour. Au cas, enfin, où trois jours de repos se suivent, le troisième est ouvrable.

Les autorités peuvent autoriser pendant 3 heures au maximum les dimanches et jours fériés la distribution des produits susceptibles de se gâter.

Les inspecteurs du travail peuvent accorder certaines dérogations en cas de nécessité ou de grandes affluences, mais à condition d'avoir consulté au préalable le personnel ouvrier. Les peines édictées contre

quiconque aura travaillé ou fait travailler en contravention peuvent aller jusqu'à 2,000 mark (3,000 mark en cas de récidive) ou six mois de prison.

L'arrêté a force de loi. Son entrée en vigueur a été fixée au 15 décembre 1918. Il est signé de MM. Ebert, Haase, Bauer (1).

II. — Autriche

La législation dans ce pays suivit la même voie qu'en Allemagne : au lendemain de la révolution, les socialistes résolurent de transformer en mesure définitive, pour l'après-guerre, l'arrêté provisoire de 1917.

La loi du 3 avril 1919 fixe à 8 heures la durée de la journée de travail dans les boulangeries et pâtisseries. Des dérogations peuvent être accordées.

Le travail est interdit dans la semaine de 9 heures du soir à 5 heures du matin et du samedi à 9 heures du soir au lundi à 5 heures du matin. Là encore des dérogations sont prévues. Les heures supplémentaires de travail doivent faire l'objet d'un sursalaire de 50 pour cent au moins. La loi réglemente sévèrement l'apprentissage.

Son entrée en vigueur devait suivre au bout de quatre semaines. Elle a été signée par MM. Seitz, Renner, Hanusch (2).

(1) Cf. Protocole d'Amsterdam, *op. cit.*, p. 20 à 22.

(2) Cf. Protocole d'Amsterdam, *op. cit.*, p. 25 à 28.

III. — Espagne

Un décret royal espagnol du 3 avril 1919 interdit le travail dans les boulangeries et dans les divers établissements fabriquant du pain et de la pâtisserie, durant un laps de 6 heures consécutives, par journée de 24 heures. Ce laps de temps doit être compris entre 8 heures du soir et 7 heures du matin. La durée de la journée de travail doit être fixée par voie d'accord entre patrons et ouvriers.

Des dérogations sont prévues pour les cas de grandes affluences et d'accidents ou pour toute circonstance intéressant la défense nationale (1).

IV. — Suisse

L'interdiction provisoire du travail de nuit par l'arrêté du Conseil fédéral du 18 juin 1917 provoqua l'adresse d'un vœu de l'Association ouvrière du Commerce des transports et de l'Alimentation au Conseil fédéral le 25 novembre 1917 en faveur d'une interdiction définitive.

Le vœu comportait la journée de 10 heures, l'interdiction du travail de 21 heures à 5 heures, une majoration de salaire de 30 pour cent pour les heures supplémentaires; la pétition s'appuyait sur une statistique portant sur 423 boulangeries.

Avant les mesures restrictives du temps de guerre,

(1) *Bulletin du ministère du Travail, année 1919.*

326 maisons travaillaient la nuit; 122 occupaient les ouvriers le samedi pendant 13 heures et demie; 121 le dimanche pendant plus de 9 heures et demie. 40 seulement donnaient un jour de repos par semaine; 35 donnaient une demi-journée; 279 ne donnaient aucun repos par semaine. Le salaire moyen était de 64 francs par mois, les ouvriers étant logés et nourris (1).

D'autre part, une pétition de la Ligue sociale d'acheteurs contribua à la même campagne en juillet 1917.

A Berne, des conférences entre les patrons et les ouvriers boulangers tentèrent un rapprochement d'avril à juillet 1918 : l'accord ne put se réaliser. De nouvelles réunions eurent lieu après l'armistice.

Mécontents de ces échecs successifs, les ouvriers décidèrent de boycotter certaines maisons. Une nouvelle réunion eut lieu à Berne en septembre 1919, les ouvriers proposèrent l'interdiction du travail de nuit de 20 heures à 4 heures, la suppression du travail du dimanche, la semaine de 54 heures dans les villes, de 60 heures dans les campagnes, l'institution de commissions mixtes. Les patrons déposèrent un contre-projet moins restrictif. Les ouvriers le repoussèrent.

Toutefois à Zurich, à Schaffouse et à Bâle, une entente put se réaliser pour l'interdiction du travail de nuit. A Berne, un accord également intervint entre les

(1) Cf. *Bulletin du ministère du Travail*, mars, avril, mai 1918, p. 245; *Gewerkschaftliche Rundschau*, avril 1918.

patrons et un syndicat ouvrier jaune sur la base du contre-projet patronal. Il en fut de même à Genève.

Il semble que cette situation encore chaotique et qui rappelle la situation qui exista en Italie dans les années qui précédèrent la loi de 1908, soit à la veille d'aboutir à une solution analogue : au vote d'une loi de réglementation générale pour tous les cantons (1).

Dans le canton de Genève, le repos hebdomadaire dans la boulangerie a fait l'objet d'une réglementation spéciale.

La loi cantonale du 24 mars 1911 avait dans la boulangerie, laissé le choix entre deux systèmes : soit un repos par fractionnement du samedi 14 heures au dimanche 2 heures du matin, ou du dimanche 7 heures du matin au lundi 2 heures du matin.

Des arrangements amiables intervinrent en faveur du repos le dimanche après-midi dans la boulangerie.

D'autre part, une loi cantonale du 17 juin 1916, générale pour le commerce et l'industrie avait institué par son article 3 (2) la fermeture générale du dimanche pour toute ou partie de la journée par voie de re-

(1) Rapport de M. Kocher à la Ligue sociale d'Acheteurs Suisse.

(2) L'article précité dont le principe pourrait heureusement être adopté pour un grand nombre de réglementations industrielles ou commerciales est ainsi libellé :

Art. 3. — Lorsque dans un commerce ou une industrie la majorité des 4/5 au moins des patrons établis dans le canton de Genève réclameront la fermeture le dimanche pendant toute ou partie de la journée, de leurs locaux ouverts au public, le Conseil d'Etat publiera le texte de la pétition dans la *Feuille d'Avis officielle* et par affiche, en invitant les intéressés non adhérents à la pétition à adresser dans le délai d'un mois à partir du

ferendum dans la profession intéressée; le Conseil d'Etat en conséquence sanctionna le 14 mai 1920 l'entente survenue dans la boulangerie pour la fermeture du dimanche après-midi.

La pâtisserie fait encore exception.

V. — Angleterre

En février 1917, un décret analogue au notre et son contemporain vint interdire en Angleterre la vente du pain ayant moins de 12 heures de date.

La conséquence ne se fit pas attendre et le travail de nuit disparut à peu près complètement de la boulangerie anglaise.

Mais la mesure prise en 1917 ne s'appliquait qu'au temps de guerre, aussi la question fut-elle de nouveau posée au lendemain de l'armistice.

Une commission officielle d'enquête fut constituée en 1919.

Elle reprit la question dans son ensemble. D'après elle, le travail de nuit dans la boulangerie anglaise, c'est-à-dire tout travail ayant lieu avant 4 heures du matin, remonte à plus d'un siècle en arrière. La coutume s'est principalement développée à Londres. Un premier bill en faveur de l'interdiction fut présenté

jour de la publication, leurs réclamations motivées au Département du commerce et de l'industrie.

« A l'expiration de ce délai, il entendra ce département sur la nature et le bien-fondé de la pétition et des réclamations présentées.

» Il pourra décider ensuite de la fermeture générale et obligatoire dans le sens de la présente loi. »

en 1848, beaucoup d'autres suivirent, aucun ne put atteindre la seconde lecture.

Un congrès de la boulangerie eut lieu en septembre 1918 pour l'Angleterre, l'Ecosse et le pays de Galles, il ne put aboutir à une entente et les syndicats ouvriers à la suite de cet échec engagèrent la lutte.

La Commission d'enquête déclara que le travail de nuit était anti-social. Elle releva que le principal argument fourni en faveur du travail de nuit était appuyé sur le fait que sa suppression entraînerait une grosse gêne pour la grande boulangerie parce que dans cette dernière, les patrons auraient beaucoup de peine en commençant la journée le matin à effectuer leurs distributions, que le pain devrait être cuit dès 8 heures à cet effet, Au contraire, la moyenne et la petite boulangeries livrant à proximité ou vendant en magasin pourraient s'adapter aisément au changement de régime.

Les ouvriers répondirent que l'Ecosse ayant en grande partie déjà supprimé le travail de nuit, l'Angleterre devait pouvoir faire de même, les difficultés de distribution n'étant que secondaires.

La Commission conclut en faveur de l'interdiction légale du travail entre 11 heures du soir et 5 heures du matin, tout en admettant des dérogations et des exceptions pour le travail des levains et l'allumage des fours.

Il était prévu un délai de deux ans avant l'entrée en vigueur de la loi.

Les ouvriers trouvèrent ces avantages insuffisants. Ils réclamèrent une interdiction plus sévère du travail de nuit, la réduction de la semaine à 44 heures de travail, des augmentations de salaires.

Le 2 août 1919, une grève éclata, mais en présence du mauvais accueil que lui fit l'opinion publique, la grève prit fin dès le 10 août. Un arbitrage était prévu (1).

VI. — Autres pays

En Suède, pendant la guerre, le pain rassis (ayant 12 heures de cuisson) fut imposé par mesure de restriction. En 1919, un projet gouvernemental interdisant le travail de nuit dans la boulangerie fut soumis aux Chambres. La Chambre des députés l'adopta, mais il fut repoussé à la Chambre des Seigneurs.

*
* *

Au Danemark, une proposition de loi en faveur de l'interdiction échoua devant le Parlement. Patrons et ouvriers, par voie d'arbitrage, décidèrent le 28 mars 1919 de préparer et de faciliter l'adoption d'une loi suffisamment lointaine pour permettre à la boulangerie de se transformer auparavant.

*
* *

En Hollande et en Belgique, des projets de loi inter-

(1) Cf. *Monthly Labor Review*, Washington, oct. 1919.

disant le travail de nuit dans la boulangerie sont présentement sur le chantier (1).

* * *

Aux Etats-Unis d'Amérique, les conditions avantageuses faites aux ouvriers boulangers semblent être de nature à expliquer l'absence de mouvement en faveur de la réforme.

Voici un aperçu des salaires des ouvriers boulangers :

Salaire moyen à l'heure	65 cents
Id. à la semaine	32 dollars
Augmentation par heure supplémentaire .	75 cents
Id. le dimanche	1 dollar
Durée moyenne de la journée de travail	8 h. 1/2
Id. le samedi	8 h. 1/2
Id. de la semaine	51 heures (2)

* * *

Les lois italienne, tessinoise, finlandaise et norvégienne qui sont antérieures à la guerre n'ont pas été modifiées (3).

Néanmoins, au Tessin, la loi de 1908 n'est plus guère appliquée depuis la guerre et en Italie la loi de 1908

(1) En Hollande, M. Talma, ministre de l'Agriculture du Travail et de l'Industrie, a dû retirer son projet de loi en présence de l'opposition de la Deuxième Chambre. (Cf. Protocole d'Amsterdam, *op. cit.*)

(2) Cf. *Monthly Labor Review*, Washington, janvier 1919.

(3) Cf. Supra et BOUTELOUP, *op cit.*

semble devoir prochainement subir une importante retouche.

Les organisations ouvrières italiennes demandent que le commencement de la journée de travail dans la boulangerie soit fixé à 7 heures du matin au lieu de 4 heures. Le Comité permanent du travail propose la fixation à 5 heures d'avril à septembre, et à 6 heures le reste de l'année.

Le Parlement doit s'occuper incessamment de la question (1).

(1) Cf. *L'Inizio del lavoro alle ore 7 nell'industria della panificazione*, brochure contenant les résultats d'une récente enquête de l'Inspection du Travail. Un projet de loi présenté par M. Labriola, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 16 juillet 1920, comporte les dispositions suivantes : interdiction du travail dans la boulangerie et la pâtisserie de 21 heures à 5 heures d'avril à septembre et de 21 heures à 6 heures le reste de l'année ; possibilité de travailler jusqu'à 23 heures le samedi ; interdiction de vendre le pain frais du matin avant 10 heures en été, avant 11 heures en hiver, amende de 500 liras en cas d'infraction.

CONCLUSION

Nous arrivons à la veille de la date fixée pour l'entrée en vigueur de la loi française : le 24 octobre 1920.

Il ne semble pas que dans les milieux patronaux de la boulangerie, à Paris notamment, cette échéance suscite beaucoup d'émotions.

C'est avec un certain scepticisme sur la mise en application de la loi que les patrons attendent la date fatidique.

Fait plus singulier : les ouvriers boulangers eux-mêmes ne semblent pas manifester tout l'empressement qu'on pourrait supposer de voir améliorer leur sort tant par la suppression du travail de nuit que par l'instauration du repos hebdomadaire et dominical collectif.

Cette dernière réforme pourtant serait bien nécessaire, les ouvriers boulangers de la région parisienne, par exemple, n'ayant à présent qu'un repos par groupement de quatre jours par mois, ce qui ne répond nullement aux intentions du législateur de 1906.

Les ouvriers boulangers dont les heures de travail encore nombreuses ont pourtant diminué dans ces

dernières années (1), ont vu augmenter considérablement le montant de leurs salaires (2) et ce double résultat semble leur tenir plus à cœur que toute autre réforme.

Toutefois, dans ces derniers mois, la campagne en faveur de la suppression du travail de nuit a repris un peu d'activité dans les milieux ouvriers syndicalistes (3).

Des meetings ont été organisés notamment à Paris, le 26 mai 1920, à la Bourse du Travail, salle Ferrer par la Fédération des Travailleurs de l'Alimentation et le Syndicat des Boulangers de la Seine, où des ouvriers de Paris et de Province ont voté un ordre du jour en faveur du repos hebdomadaire et du travail de jour; le 30 juin, le 4 août où les ouvriers boulangers de Paris et de la banlieue au nombre de 4,000 ont tenu une longue séance de nuit dans laquelle la question de la mise en vigueur de la nouvelle loi a été examinée, puis à la Bourse du Travail de Bordeaux, de nouveau à la Bourse du Travail de Paris.

Des affiches ont été placardées sur les murs de Paris avec des titres suggestifs : le Pain qui tue —

(1) A Paris, la durée moyenne du travail est de 12 heures pour la fabrication du pain français et de 8 heures pour la fabrication du pain viennois.

(2) Le salaire moyen est de 50 francs par jour pour le pain français, 30 francs pour le pain viennois.

(3) Notamment de la part de la Fédération des Travailleurs de l'Alimentation et de son actif secrétaire, M. Savoie, qui a eu l'obligeance de nous fournir de très intéressants renseignements dont nous tenons à lui émoigner ici notre gratitude.

Notre pain quotidien. Des tracts ont été répandus : Appel au Public — Le Pain qui tue — Appel aux ouvriers boulangers de France.

Des articles ont paru dans l' « Alimentation ouvrière », numéros de janvier, février, mars 1917; de janvier, février, mars 1918. Dans l' « Information ouvrière et sociale » du 27 mars 1919, dans la « Bataille syndicaliste », numéros du 22 mars 1919, et du 27 mai 1920.

Les expériences de travail de jour ont été multipliées au cours de la guerre : le travail de nuit a été aboli par arrêté préfectoral dans les départements de la Haute-Garonne, des Basses-Pyrénées et du Calvados, par voie de commun accord entre patrons et ouvriers dans 72 pour cent des boulangeries soumises à l'enquête spéciale de l'inspection du Travail en 1917.

Depuis l'armistice, le régime du travail de jour s'est maintenu, dans un certain nombre de villes de province, notamment à Saint-Nazaire, Nantes, Orléans, Bayonne, Périgueux, Poitiers, Corbeil, Compiègne et Roubaix.

En face de ce nouveau mouvement et de ces exemples péremptoirs, les défenseurs du travail de nuit ont réédité les objections anciennes sur lesquelles il nous semble inutile de revenir. Ils ont ajouté que depuis la guerre beaucoup de boulangeries avaient remplacé le levain par la levure, ce qui avait eu pour résultat de rendre la fabrication plus rapide, mais au grand détriment de la conservation du produit, il en résulte-

rait que le pain ne se conservant plus aussi bien qu'avec l'ancien procédé, le travail de jour qui postule l'usage du pain rassis présenterait encore plus d'inconvénients que par le passé. L'objection est faible, car si le nouveau procédé nuit à la conservation du pain, en revanche, il permet de fabriquer plus vite et par suite de distribuer de meilleure heure le pain frais.

Il reste cependant une objection nouvelle qui est infiniment plus sérieuse : l'insuffisance des moyens de production dans les grandes villes et notamment à Paris. Depuis la guerre, l'afflux des réfugiés a considérablement augmenté la densité de la population des grandes villes; le nombre des boulangeries au contraire, a plutôt diminué par suite des décès d'un certain nombre de patrons et comme l'insuffisance des locaux ne permet pas de multiplier le nombre de pétrins, il en résulterait que, malgré le développement donné à la panification mécanique dans ces dernières années (1), la production devrait, pour répondre aux besoins de la consommation, se faire de jour et de nuit (2).

Aussi M. Dominique Delahaye avait-il raison, semble-t-il en proposant au Sénat de fixer à deux ans après le décret de cessation des hostilités le délai de mise en vigueur de la loi. Encore eut-il fallu employer

(1) *Vide supra*.

(2) Nous tenons à remercier ici tout spécialement M. Sauvage qui a bien voulu nous communiquer une documentation précieuse pour notre travail.

ce délai à développer les locaux et à multiplier les moyens de production dans les grandes villes, ce qui semble avoir été oublié depuis le vote de la loi.

Nous avons souligné plus haut les exagérations commises par certains partisans de la réforme quant à la nocivité du travail de nuit des boulangers, ces exagérations d'ailleurs étaient peut-être nécessaires pour frapper d'avantage l'opinion publique. Il n'en reste pas moins acquis, à notre avis, que ce mode de travail est condamné par la nature, par l'hygiène, par la morale, et qu'il n'existe aucun obstacle insurmontable à sa suppression dans l'industrie de la boulangerie. Nous en dirons autant du repos actuellement organisé par groupement mensuel et qui devrait être remplacés par le repos domonical et hebdomadaire collectif.

L'avenir de cette double réforme dépend des intéressés eux-mêmes, qu'ils renouvellent l'ardente et féconde campagne menée de 1909 à 1911 dans toute la France et qui avait su leur rallier la sympathie de l'opinion publique; et nous ne doutons pas de leur prompt succès.

Une refonte de la loi s'impose d'ailleurs; l'adoption de l'amendement Lemarié lui ayant enlevé une bonne part de son efficacité réelle. Peut-être, en outre, sera-t-on amené à reculer la date de son entrée en vigueur, le délai qu'elle prévoit ayant été jugé insuffisant pour permettre les aménagements préparatoires nécessaires.

Nous ne sommes nullement assurés que la date du

24 octobre 1920 marque une modification radicale et générale de la situation actuelle dans la boulangerie française et que l'application de la loi ne subisse pas un certain flottement, tant que l'opinion publique s'en désintéressera. Nous le déplorons, persuadés que dans notre espèce la belle parole de Lacordaire citée à la tribune du Sénat par l'un des membres les plus respectés de cette assemblée, garde toute sa force : « Il y a certains cas où c'est la liberté qui opprime et où c'est la loi qui affranchit. »

Vu : Le Président de la Thèse
HITIER.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
 PREMIERE PARTIE. — La boulangerie française en 1909. Le rapport et la proposition de loi Godart en 1910. La campagne pour et contre le travail de nuit de 1909 à 1911.	
A. — Morcellement de l'industrie de la boulangerie française	11
B. — Procédés de fabrication et hygiène	14
C. — Conditions d'existence de l'ouvrier boulanger	19
D. — Législations étrangères antérieures à 1909	21
E. — Rapport et proposition de loi Godart	21
F. — La campagne de 1909 à 1911	
I. Syndicats ouvriers	23
II. Personnalités et groupements catholiques	27
III. Associations et publications diverses	37
IV. Groupements officiels	39
V. Adhésions patronales à la réforme	41
VI. L'opposition à la réforme	43
VII. Quelques cas d'accords amiables	48

DEUXIEME PARTIE. — Les mesures du temps
guerre

A. — France	49
B. — Etranger	
I. Angleterre	53
II. Suisse	53
III. Allemagne	55
IV. Autriche	56
V. Hongrie	57
VI. Suède	58
VII. Italie	58

TROISIEME PARTIE. — Les mesures définitives
pour l'après-guère.

A. — France	59
B. — Etranger.	
I. Allemagne	75
II. Autriche	77
III. Espagne	77
IV. Suisse	78
V. Angleterre	81
VI. Autres pays	83
CONCLUSION	87
BIBLIOGRAPHIE	93

BIBLIOGRAPHIE

FRANCE

Maurice BOUTELOUP. — Le travail de nuit dans la boulangerie, Thèse, Paris, 1909.

A. SAVOIE. — Le travail de nuit dans la boulangerie. Brochure.

MIENCE. — Conférence, 1911.

SAUVAGE. — Rapport, 1919.

P. GEMAHLING. — Le Pain du Jour. Brochure.

Rapport GODART à l'Association pour la protection légale des travailleurs, 1910.

Rapport GODART à la Chambre, J. O., 5 Juin 1910.

Proposition de loi de MM. GODART, Emile BENDER, Louis DUMONT, Victor FORT, COLLIARD. Annexe au procès-verbal de la Chambre, 24 Février 1909.

Rapport HERRIOT au Sénat. Annexe au procès-verbal, 7 Juin 1918.

Proposition de loi de MM. BORET, COSNIER, DARIAC, LAVOINE, PATUREAU-BARONNET, Marc RÉVILLE, LE ROUZIC. Annexe au procès-verbal de la Chambre, 7 Juillet 1916.

Rapport LEROLLE à la Chambre. Annexe au procès-verbal, 24 Mai 1917.

Comptes-rendus des débats parlementaires au J. O.

Chambre de Commerce de Paris. Bulletin, 1917.
Semaine Sociale de St Etienne, 1911.
Archives du Syndicat de garantie de la boulangerie de
Paris.
Revue Générale de la Boulangerie Française, 1911.
Brochures de l'Action Populaire de Reims.
Journaux divers.

Etranger

ALLEMAGNE et DIVERS

Bulletin de l'Office International du Travail.
Bulletin du Ministère du Travail.
Die Gewerkschaft.
Protocole du 3^e Congrès International des ouvriers
d'alimentation. Amsterdam, 1919.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Monthly Labor Review.

SUISSE

Journal Populaire Suisse.
G. BERNARD. — Recueil des principaux arrêtés concer-
nant la boulangerie Suisse pendant la guerre.
Rapport à la Ligue Sociale d'Acheteurs Suisse.
Gewerkschaftliche Rundschau.

ITALIE

L'inizio del lavoro alle ore 7 nell' industria della pani-
ficazione. Brochure.

Paris-Courtrai, IMPRIMERIE JOS. VERMAUT.

Imprimé en Belgique.

